

Somalie

Mise à jour: situation en Somalie entre 2006 et 2008

Markus Virgil Hoehne

Weyermannsstrasse 10
Postfach 8154
CH-3001 Bern

Für Paketpost:
Weyermannsstrasse 10
CH-3008 Bern

T++41 31 370 75 75
F++41 31 370 75 00

info@osar.ch
www.osar.ch


PC-Konto
30-16741-4
Spendenkonto
PC 30-1085-7

Berne, 17 décembre 2008

Informations sur l'auteur: Markus V. Hoehne a étudié l'anthropologie sociale, l'histoire, la turcologie ainsi que le droit international à l'Université de Munich. Il rédige actuellement une thèse sur le thème: identité et conflit dans le nord de la Somalie (Somaliland et Puntland) où il a enquêté pendant 16 mois de 2003 à 2004. Il a en outre participé au projet «Diasporas for Peace: Patterns, trends and potential of long-distance Diaspora involvement in conflict settings. Case studies from the Horn of Africa» de l'Union européenne. Dans le cadre de ce projet de recherche, il est reparti fin 2008 dans le nord de la Somalie. Parallèlement à ses activités de recherche, Markus V. Hoehne a enseigné à l'Institut d'anthropologie sociale de l'Université Martin Luther à Halle/Saale. Parmi ses publications, on citera son ouvrage «Somalia zwischen Krieg und Frieden. Strategien der friedlichen Konfliktaustragung auf internationaler und lokaler Ebene» (Institut Afrika-Kunde, Hambourg, 2002) et maints autres articles scientifiques. D'autres informations se trouvent sur le site: www.eth.mpg.de/people/mhoehne/index.html.

Impressum

Edition

 Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR
Case postale 8154, 3001 Berne
Tél. 031 370 75 75
Fax 031 370 75 00
E-mail: info@osar.ch
Internet: www.osar.ch
PC-Konto: 30-1085-7

AUTEUR

Markus Virgil Hoehne

PUBLÉ EN

Allemand, anglais et français

PRIXS

CHF 25.– y compris 2,4% TVA, port en sus

COPYRIGHT


© 2008  Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR
Autorisation de copier et d'imprimer en donnant les sources.

Table des matières

1	Introduction	1
2	Situation politique	2
2.1	Le sud et le centre de la Somalie	2
2.1.1	Montée et chute de l'Union des tribunaux islamiques	2
2.1.2	Explosion de la violence à Mogadiscio	4
2.1.3	Les négociations de paix échouent et le GTS se divise	5
2.1.4	Résumé.....	8
2.2	Somaliland et Puntland	8
2.2.1	L'UIC et le nord de la Somalie en 2006	8
2.2.2	Luttes intestines dans le Somaliland 2007	10
2.2.3	Le conflit entre le Somaliland et le Puntland	12
2.2.4	Piraterie et criminalité au Puntland entre 2006–2008	13
2.2.5	Préparation des élections à la présidence au Somaliland et au Puntland.....	14
2.2.6	Les attentats suicides du 29 octobre 2008	16
2.2.7	Résumé.....	16
3	Situation en matière de sécurité.....	17
3.1	Somalie du sud et du centre	17
3.2	Somaliland et Puntland	19
4	Situation judiciaire générale.....	20
5	Situation des droits de l'homme.....	22
5.1	Violation des droits de l'homme	22
5.2	Liberté des médias	25
6	Situation humanitaire	25
7	Annexe	27

1 Introduction

Depuis la chute du gouvernement somalien en janvier 1991, le pays n'a plus de gouvernement central. Alors que dans le sud et le centre de la Somalie, une guerre civile sanglante fait rage depuis près de vingt ans et que les seigneurs de la guerre et les chefs de milice règnent en maîtres¹, la situation politique dans le nord du pays est empreinte d'une volonté de reconstruction et d'autonomie, respectivement d'efforts d'indépendance. En mai 1991, le nord-ouest de la Somalie a instauré la République du Somaliland, il s'est scindé du reste du pays et a proclamé son autonomie. Jusqu'à ce jour, la République du Somaliland n'a cependant pas été reconnue sur le plan international en tant qu'Etat autonome. Le Puntland s'est déclaré autonome tout en restant au sein de la Somalie, mais il est pratiquement indépendant puisqu'il n'existe pas de gouvernement somalien effectif (voir annexe: cartes I et II). Le déclin de la Somalie en tant qu'Etat est donc particulièrement manifeste dans le sud du pays alors que le nord se reconstruit socialement et économiquement.² Malgré tout, le Somaliland et le Puntland souffrent des conflits permanents dans le sud et le centre.

Durant ces 17 dernières années, la communauté internationale a essayé à maintes reprises de stopper la guerre civile et de reconstruire l'Etat somalien. Les plus récentes négociations de paix ont eu lieu d'octobre 2002 à janvier 2005 sous le patronage de l'*Intergovernmental Agency for Development (IGAD)*³ au Kenya. Ces négociations ont abouti à la création d'un gouvernement transitoire somalien GTS (*Transitional Federal Government, TFG*). Le parlement du Gouvernement transitoire est composé de membres des divers clans représentés proportionnellement à la dimension de leurs clans respectifs. Les parlementaires ont élu Abdullahi Yusuf, l'ancien président du Puntland à la présidence de la Somalie. Le président a lui-même nommé Ali Mahamed Geedi premier ministre. Le Premier ministre a formé un cabinet qui a été confirmé par le Parlement. En 2005, le nouveau gouvernement transitoire a quitté Nairobi pour s'installer à Baydhoa dans le sud de la Somalie.⁴ Mais des tensions internes et la résistance des chefs de guerre et des islamistes contre le GTS, en particulier à Mogadiscio, ont empêché le gouvernement transitoire de s'installer dans la capitale.⁵

¹ Prunier, Gérard, 1995: Somalie: civil war, intervention and withdrawal 1990–1995, UN Writenet Paper, www.asylumlaw.org/docs/somalia/country_conditions/Prunier.pdf; Weber, Anette 2008: State building in Somalia – challenges in a zone of crisis, dans: E.-M. Bruchhaus and M. Sommer (eds.): Hot Spot Horn of Africa Revisited, Lit Verlag: Hamburg, p. 14–27.

² Informations: Wartorn Societies Project (WSP), WSP 2001: Rebuilding Somalia: issues and possibilities for Puntland, London; WSP 2005: Rebuilding Somaliland. Issues and Possibilities, Lawrenceville; Hagmann, Tobias and Markus V. Hoehne, 2009: Failures of the state failure debate: Evidence from the Somali territories, *Journal of International Development*, 21, p. 42–57.

³ IGAD est l'organisation régionale des Etats de la Corne d'Afrique. Etats membres de l'IGAD: Djibouti, Somalie, Erythrée, Ethiopie, Soudan, Kenya et Ouganda.

⁴ Hoehne, Markus V., 2007: Staatszerfall, Konfliktregelung und Staatsaufbau. Zur Diversifizierung der politischen und sozialen Realitäten in Somalia, in: Biel, Melha Rout; Leibe, Olaf (Hg.): Politik in Ostafrika zwischen Staatszerfall und Konsolidierung, Peter Lang: Frankfurt a. M. et al., p. 75–101.

⁵ Le terme «ismaliste» se réfère aux acteurs qui suivent strictement les sources écrites de l'Islam (Coran et Hadith) et ses interprétations par des savants islamistes et qui sont des «islamistes actifs», c'est-à-dire qui propagent les valeurs, les idées politiques et les lois islamistes (International Crisis Group: Somalia's Islamists, Report, 12 décembre 2005, p. 1). «Islamisme» renferme des mouvements sociaux de réforme aussi bien que des groupuscules militants ou «jihadi». En Soma-

En juin 2006, l'Union des tribunaux islamiques (*Union of Islamic Courts UIC*) a pris le contrôle de Mogadiscio. Par la suite, les tribunaux islamiques qui avaient renforcé leur pouvoir dans le sud et le centre de la Somalie représentaient une menace pour le gouvernement transitoire (GTS). Grâce à l'intervention de l'armée éthiopienne, la prise du pouvoir par l'UIC a pu être stoppée et le Gouvernement transitoire s'est établi dans la capitale fin décembre 2006. Peu de temps après, une rébellion a éclaté dans la capitale contre le gouvernement transitoire et ses partisans; le sud et le centre de la Somalie ont alors connu leurs affrontements les plus sanglants depuis 1992–1993.⁶ La population civile a été la plus touchée par cette vague de violence. Au cours de ces deux dernières années des douzaines d'activistes et de journalistes ont été assassinés ou blessés et un demi-million de personnes ont dû fuir Mogadiscio.⁷ Tous les partis impliqués dans le conflit ont perpétré des crimes de guerre.⁸ Comme les déplacés internes (*internally displaced people IDP*) craignent des représailles s'ils rentrent dans la capitale, ils restent dans les camps provisoires de réfugiés à la périphérie de Mogadiscio, tout particulièrement dans le district d'Afgooye. Ils souffrent de la pénurie alimentaire, des mauvaises conditions d'hygiène et du manque de prestations de service de base. Selon les estimations des experts de l'ONU, les régions du sud et du centre de la Somalie frappées par une grave sécheresse sont proches d'une immense catastrophe humanitaire avec le prix des denrées alimentaires en augmentation au niveau mondial et la super inflation du schilling somalien.⁹

2 Situation politique

2.1 Le sud et le centre de la Somalie

2.1.1 Montée et chute de l'Union des tribunaux islamiques

En février 2006, les combats entre l'Alliance pour le rétablissement de la paix et contre le terrorisme (*Alliance for the Restoration of Peace and Counter-Terrorism ARPCT*) et l'UIC ont fait rage à Mogadiscio. L'ARPCT était une organisation de

lie, avant 2005, la majorité des mouvements étaient réformistes; il manquait aux groupuscules militants des bases solides dans la société. Ceci contraste fortement avec la perception des événements en Somalie et a été fort critiqué par Roland Marchal (2007: Warlordism and terrorism: How to obscure an already confusing crisis? The case of Somalia, *International Affairs* 83 (6), 1091–1106). Dans la Somalie du sud et du centre, la récente intervention militaire des troupes éthiopiennes soutenues par les USA a fait croître la popularité des groupes islamistes dans la population.

⁶ Menkhaus, Ken, 2007: The crisis in Somalia: Tragedy in five acts, in: *African Affairs*, 106/204, p. 357–390, p. 380; Bloomfield, Steve: Somalia: The world's forgotten catastrophe, dans: *The Independent*, 9 février 2008. www.independent.co.uk/news/world/africa/somalia-the-worlds-forgotten-catastrophe-778225.html.

⁷ *Sunday Herald*, 11 octobre 2008: Troop pull-out leaves government on brink, www.sundayherald.com/international/shinternational/display.var.2459722.0.troop_pullout_leaves_government_on_brink.php.

⁸ Amnesty International, 6 mai 2008: Routinely Targeted: Attacks on civilians in Somalia.

⁹ Nebehay, Stephanie: UN Somalia humanitarian chief warns of catastrophe, Reuters, 19 avril 2007, Source Internet: www.alertnet.org/thenews/newsdesk/L19366066.htm; Gettleman, Jeffrey: Humanitarian crisis in Somalia is worse than in Darfur, *International Herald Tribune*, 20 novembre 2007, www.iht.com/bin/printfriendly.php?id=8401525; Schlein, Lisa: UN warns Somalia faces humanitarian catastrophe, VOA, 22 avril 2008, www.globalsecurity.org/military/library/news/2008/04/mil-080422-voa02.htm; Somalia: families forced into camps by drought, IRIN, 18 septembre 2008, www.irinnews.org/PrintReport.aspx?ReportId=80461.

chefs de guerre et de leaders tribaux (dont des ministres du gouvernement transitoire) qui était soutenue dans ses actions «anti-terroristes» par les USA dans un pays secoué par la guerre.¹⁰ L'UIC regroupe à Mogadiscio onze tribunaux de la charia qui ont été actifs pendant des années dans la capitale avant de vaincre de façon inopinée les milices des chefs de guerre en juin 2006 avec un nombre impressionnant de partisans. Cette victoire a permis à l'UIC de prendre le contrôle sur l'ancienne capitale. Le Cheik Sharif Sheikh Ahmed à tendance modérée et le Cheik Hassan Dahir Aweys réputé mondialement comme un «hardliner» ont joué un rôle prépondérant dans la bataille pour Mogadiscio. Il a suffi de quelques semaines seulement à l'UIC pour contrôler la situation dans le sud et le centre de la Somalie et devenir ainsi une menace pour le GTS à Baydhoa.¹¹

L'Ethiopie est accourue à l'aide du gouvernement transitoire de la Somalie. Selon les informations officielles, l'Ethiopie n'a envoyé que des conseillers, elle n'a pas envoyé de troupe. Sous l'égide de la Ligue arabe, des entretiens de paix entre le GTS et l'UIC se sont tenus à Khartoum entre juin et août 2006, mais ils ont échoué en novembre 2006. D'un côté, dans les rangs de l'UIC, les groupes islamistes les plus radicaux dont la militante *Al Sabaab*¹² ont pris le commandement et de l'autre côté, le GTS n'était pas prêt à faire de compromis. Le GTS a congédié le Cheikh Sharif Cheikh Ahmed, le porte-parole du parlement, car il avait entrepris des négociations de son propre chef avec l'UIC à Mogadiscio. L'UIC perdait de plus en plus de son prestige sur le plan international parce que les USA l'accusait de tolérer des éléments d'Al Quaida dans ses rangs et aussi à cause de déclarations irréflechies de certains représentants de l'UIC sur le «Jihad» contre les «infidèles» (surtout les troupes éthiopiennes).¹³

La situation n'a fait qu'empirer en Somalie avec l'intervention de forces externes. L'Erythrée a livré des armes et a envoyé des conseillers militaires ainsi que des combattants pour soutenir l'UIC. L'Ethiopie, soutenue par les USA, s'est déclarée grande alliée du GTS.¹⁴ On a même craint que le conflit entre l'Ethiopie et l'Erythrée ne s'étende à la Somalie. Le 6 décembre 2006, le Conseil de sécurité ONU a adopté la Résolution 1725: embargo sur la livraison et la vente d'armes à la Somalie et création d'une troupe de sécurité par l'Union africaine (IGASOM) pour soutenir le gouvernement transitoire. L'UIC a rejeté la résolution et a exigé le retrait des troupes éthiopiennes. Malgré des efforts diplomatiques de l'Union européenne (UE),

¹⁰ Divers chefs de guerre ont nommés ministres dans le gouvernement transitoire. L'idée était de désamorcer la rébellion, cfr.: Schlee, Günther, 2006: The Somali Peace Process and the search for a legal order, in: H.-J. Albrecht et al. (eds.): Conflicts and Conflict Resolution in Middle Eastern Societies – Between Tradition and Modernity, Berlin, p. 117–167.

¹¹ Inter Africa Group, octobre 2006: Human Security in Somalia's New Order, Briefing Paper; International Crisis Group: Can the Somali Crisis Be Contained?, Report, 10 août 2006; Menkhaus, Ken 2006/07: Governance without Government in Somalia. Spoilers, state building, and the politics of coping, dans: International Security, vol. 31, n° 3 (hiver 2006/07), p. 74–106.

¹² En 2006, Aden Hashi Farah Ayro a dirigé l'organisation *Al Shabaab*; il a fait la une des journaux en 2005 quand il a participé à la profanation d'un cimetière italien à Mogadiscio (la majorité de la population somalienne a désapprouvé cette profanation). L'organisation *Al Shabaab* s'est établie dans les années 80; elle s'appelait alors AIAI [Al Ittihad Al Islami] et avait pour chef militaire le cheikh Aweys, cfr. Weber, Anette, 2008: State building in Somalia – challenges in a zone of crisis, dans E.-M. Bruchhaus et M. Sommer (eds.): Hot Spot Horn of Africa Revisited, Lit Ed.: Hamburg, p. 14–27, p. 16.

¹³ Marchal, Roland: Somalia: A new front against terrorism, 5 février 2007, <http://hornofafrica.ssrc.org/marchal/printable.html>.

¹⁴ Report of the Monitoring Group on Somalia pursuant to Security Council Resolution 1676 (2006), 22 novembre 2006.

et la Ligue arabe (LA), il y a eu une recrudescence des combats entre l'UIC et les troupes éthiopiennes le 20 décembre 2006. L'armée éthiopienne soutenue logistiquement par les USA a lancé avec les troupes du GTS des attaques importantes dans les airs et au sol et a vaincu l'UIC. En moins d'une semaine, l'armée éthiopienne et les troupes du GTS ont repris Mogadiscio. Les guerriers survivants de l'UIC se sont évanouis dans la nature. Les chefs des tribunaux se sont enfuis à Kismayo, puis ont trouvé refuge à Ras Kamboni dans le sud du pays à la frontière entre la Somalie et le Kenya. Ils ont pu survivre à plusieurs attaques aériennes des Etats-Unis.¹⁵

2.1.2 Explosion de la violence à Mogadiscio

Le changement de gouvernement à Mogadiscio n'a apporté ni paix, ni stabilité au pays. Bien au contraire: les forces islamiques et de nombreux membres de l'influente famille Hawiye se sont opposés au GTS et aux Ethiopiens.¹⁶ A la fin mars et à la mi-avril 2006, de violents combats entre les deux ennemis ont fait rage dans la ville. Les Ethiopiens et le GTS ont tiré et ont bombardé les quartiers de Mogadiscio d'où les insurgés lançaient leurs attaques, quartiers habités en majorité par la population civile. En moins d'un mois, 1000 personnes, pour la plupart des civils, ont perdu la vie et plus de 400 000 habitants de Mogadiscio ont pris la fuite. Le non-respect du droit humanitaire et la souffrance de la population civile en Somalie font l'objet du rapport «Human Rights Watch» d'août 2007.¹⁷

La troupe IGASOM n'a jamais été mise sur pied. Un nouveau ballon d'essai de la *Mission de l'Union africaine en Somalie* (AMISOM) a été lancé avec la résolution 1744 de l'ONU le 20 février 2007. En mars 2007, 1700 soldats ougandais ont été envoyés en Somalie comme partie de cette mission de paix. Au début de l'année 2008, le Burundi a aussi envoyé 850 soldats en Somalie. L'effectif planifié de troupes (8000 soldats) pour la paix n'a jamais été atteint, car les trois autres participants à cette action de paix: le Nigéria, la Malawi et le Ghana ont toujours remis l'envoi de leurs troupes en Somalie.¹⁸ Au lieu de protéger le gouvernement transitoire en Somalie, l'AMISOM s'est attirée l'inimitié des adversaires du GTS.¹⁹ En

¹⁵ International Crisis Group: Somalia: The Tough Part is Ahead, Policy Briefing, 26 janvier 2007; Marchal, Ro-land: Somalia: A new front against terrorism, 5 février 2007; Report of the Secretary-General on the situation in Somalia, 28 février 2007, source Internet: <http://hornofafrica.ssrc.org/marchal/printable.html>.

¹⁶ Le président du gouvernement transitoire, Abdullahi Yusuf, appartient au clan Majeerteen de la famille clanique des Darood. Comme il bénéficiait du soutien des troupes de son clan dans le nord-est de la Somalie, de nombreux membres de la famille clanique Hawiye ont fait partie du gouvernement transitoire, appelé aussi «gouvernement Darood» bien qu'il y ait eu aussi des membres du clan Hawiye et d'autres familles claniques dans le gouvernement, cfr. Harun Hassan; Cedric Barnes 2007: A Return to Clan- Politics (or Worse) in Southern Somalia?, 27 mars 2007, http://hornofafrica.ssrc.org/Hassan_Barnes/printable.html. La «logique des clans» n'explique cependant pas la complexité des partis en conflit, d'autant que pour beaucoup d'islamistes, l'orientation religieuse passe outre l'appartenance à un clan précis. Les intérêts économiques pourraient être une explication plus plausible.

¹⁷ Human Rights Watch, 12 août 2007: Shell-Shocked. Civilians under siege in Mogadishu, source Internet: www.hrw.org/sites/default/files/reports/somalia0807webwcover.pdf; Gettleman, Jeffrey: Somali Battles Bring Charges of War Crimes, dans le New York Times, 6 avril 2007.

¹⁸ Mellenthin, Knut, 10 août 2007: Somalia-Friedenstruppe vakant, junge Welt, source Internet: www.uni-kassel.de/fb5/frieden/regionen/Somalia/un-truppe.html.

¹⁹ Red Team Report: Somalia, March 2007; Key Areas: Somalia: Islamic Extremism, Clan Politics Insurgency.

moins de quelques mois, plusieurs soldats ougandais ont été blessés ou tués.²⁰ Si bien que la création d'AMISOM n'a apporté aucune stabilisation de la situation en Somalie.

Quoique les troupes éthiopiennes et celles du gouvernement transitoire aient été prédominantes en 2007 à Mogadiscio, le siège du gouvernement est resté Baydhoa. Dans le sud et le centre de la Somalie, de nombreuses attaques sanglantes ont sévi accompagnées d'attentats à la bombe et d'attentats-suicides d'*Al Shabaab* et d'autres groupuscules reconstitués de l'UIC.²¹ De l'autre côté, le gouvernement transitoire a essayé de stabiliser son pouvoir en organisant en juillet et août 2007 un «Congrès national de la réconciliation» à Mogadiscio. Mais l'opposition a boycotté ce congrès et a organisé un congrès parallèle en septembre 2007 à Asmara, la capitale de l'Erythrée et a fondé l'«Alliance pour la libéralisation et la reconstruction de la Somalie» lors de ce congrès. Le Cheikh Sharif Sheikh Ahmed (ancien UIC) et Sharif Hassan Sheikh Aden, l'ancien porte-parole du parlement ont été élus chefs de l'alliance qui a pris ultérieurement le nom d'*Alliance pour la libération de la Somalie* (*Alliance for the Re-Liberation of Somalia*, ARS). Quelques partisans du clan Hawiye n'ont pas voulu reconnaître l'Alliance fondée à Asmara. De l'autre côté, la scission entre le président Yusuf et le Premier ministre Geedi ne cessait de croître au sein du GTS. Bien que le parlement se soit prononcé pour le Premier ministre Geedi, il a dû démissionner en octobre 2007 sous la pression du gouvernement éthiopien.²²

En novembre 2007, Nuur Hassan Hussein qui appartenait comme Geedi au clan Hawiye a été nommé Premier ministre. L'opposition du parlement a été manifeste quand Nuur Hassan Hussein, connu aussi sous le nom de Nuur Adde, a formé son premier cabinet. En janvier 2008, il a formé un nouveau cabinet ministériel et l'Exécutif s'est installé le 20 janvier à Mogadiscio pour montrer qu'il souhaitait stabiliser la situation dans la capitale. Le parlement est resté à Baydhoa. Parallèlement, la communauté internationale a intensifié ses efforts en vue de réconcilier les camps antagonistes. Le suppléant du Secrétaire général de l'ONU, Ahmedou Ould Abdallah, est entré en contact avec le GTS et avec les chefs de l'opposition, Cheikh Sharif Cheikh Ahmed et Sharif Hassan Cheikh Aden. Les USA ont pourtant continué à mener des opérations sélectives contre de présumés terroristes. En mars 2008, l'administration Bush a mis *Al Shabaab* sur la liste des groupes terroristes. Un mois plus tard, Aden Hashi Farah Ayro, le chef du groupe a été tué avec des douzaines d'autres personnes lors d'une attaque aérienne des USA sur un village au centre de la Somalie.²³

2.1.3 Les négociations de paix échouent et le GTS se divise

En mai 2008, le GTS et l'ARS ont eu des entretiens de paix à Djibouti. Les deux partis se sont mis d'accord sur les points suivants: arrêt immédiat des combats entre

²⁰ BBC, 8 mars 2007: African force ambushed in Somalia; BBC, 16. Mai 2007: AU peacekeepers killed in Somalia.

²¹ Le 18 septembre 2006, le convoi du président Abdullahi Yusuf est la cible d'un attentat-suicide. Le président s'en sort indemne. Quelques-uns de ses gardes et un de ses frères meurent dans l'attentat. BBC News, 19 septembre 2006: Somali President describes attacks, source Internet: <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/5358360.stm>. C'est le premier attentat-suicide en Somalie.

²² Rapport du Secrétaire général sur la situation en Somalie, 7 novembre 2007.

²³ Mellenthin, Knut, 3 mai 2008: «actions criminelles» ciblées: Tirs de roquettes américains (USA) sur la ville somalienne de Dhusamareb, *junge Welt*, www.uni-kassel.de/fb5/frieden/regionen/Somalia/usa.html.

le gouvernement et l'opposition, requête commune au Conseil de sécurité de l'ONU d'envoyer une troupe internationale de paix en Somalie, retrait des troupes éthiopiennes, dissolution de l'ARS, garantie d'une aide humanitaire et création d'un comité commun de sécurité.²⁴ Ces conventions reflétaient surtout les positions du gouvernement transitoire, l'ARS ne demandait que le retrait des troupes éthiopiennes dans un premier temps. Les chefs de l'ARS à Asmara, et particulièrement le Cheikh Hassan Dahir Aweys et des groupes militants en Somalie ont rejeté cette convention.²⁵ Ceci a conduit à la division de l'ARS en deux ailes, celle d'Asmara et celle de Djibouti. En Somalie, *Al Shabaab*, les forces militantes de l'UIC et les Brigades Ras-Kambooni ont renforcé leurs actes de guerre.²⁶

Entre juillet et octobre 2008, l'opposition a entrepris diverses interventions stratégiques et des opérations militaires de grande envergure dans le sud et le centre de la Somalie. Les rebelles ont pris le contrôle des régions Bay et Bakool, à l'exception de Baydhoa qui était resté le siège du Parlement. L'opposition a pu renforcer sa position également dans les régions de Gedo et de Shabelle-basse. Le 22 août 2008, les forces armées islamiques se sont emparées du port de Kismajyo situé à 450 kilomètres au sud de Mogadiscio.²⁷ Les combats ont repris à Mogadiscio en septembre et en octobre 2008. Plus de 100 civils ont été victimes des actes de guerre en quelques semaines. Les troupes de l'AMISOM.²⁸ ont rejoint celles du gouvernement de transition et les troupes éthiopiennes.

En septembre et en octobre 2008, le Comité de sécurité créé lors des négociations de paix de Djibouti s'est réuni trois fois pour établir un plan d'action. Il avait pour but la conclusion d'un armistice, le retrait des troupes éthiopiennes de certains quartiers de Mogadiscio et de Beledweyne et le règlement de l'intervention de l'AMISON en tant que troupe de sécurité. Les 28 et 29 octobre 2008, les Etats membres de l'IGAD se sont rencontrés à Nairobi, à l'exception de l'Erythrée qui voulait boycotter les

²⁴ Rapport du Secrétaire général sur la situation en Somalie, 16 juillet 2008.

²⁵ Mellenthin, Knut, 11 juin 2008: une paix trompeuse. Somalie: accord conclu par l'entremise de l'ONU. Opposition divisée, *junge Welt*, www.uni-kassel.de/fb5/frieden/regionen/Somalia/frieden.html.

²⁶ Mellenthin, Knut, 7 juillet 2008: résistance en Somalie, *junge Welt*, www.uni-kassel.de/fb5/frieden/regionen/Somalia/waffenstillstand.html.

²⁷ Security Council Report, 27 août 2008: Monthly Forecast: septembre 2008, p. 8, www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/September%2008%20Forecast%20final%20pdf.pdf.

²⁸ Information de la BBC le 22 septembre 2008: «Carnage in Somali market shelling». Dans ce reportage, il est clairement mentionné que les rebelles ont commis deux attentats simultanément sur deux bases de l'African Union (AU). Les troupes éthiopiennes ont riposté en attaquant avec des lance-mines le marché Bakara, 40 personnes dont la plupart des civils, y ont perdu la vie. Ceci a animé les rebelles à commettre d'autres attentats. Le 23 septembre, la BBC a annoncé que des milliers de Somaliens s'enfuyaient de Mogadiscio sous les rafales de tirs. Pendant plusieurs jours, des combats violents ont eu lieu dans la capitale entre les rebelles et lesdits «Peacekeeper». 45 personnes sont mortes. Plusieurs milliers de civils ont quitté la ville, tout au moins momentanément. Les combats ont perduré et le 24 septembre, Radio Shabelle a annoncé que 13 personnes étaient mortes pendant les attaques nocturnes à Mogadiscio. Le 26 septembre, Radio HornAfrik a annoncé que durant la nuit précédente, dix personnes avaient été tuées et 20 autres blessées. Le 27 septembre, Radio Simba a annoncé que douze personnes avaient perdu la vie lors d'une attaque des troupes AU sur le marché de Bakara. Le 28 septembre, Radio Shabelle a annoncé que les troupes AU avaient été l'objectif d'une attaque et qu'elles avaient riposté en ouvrant le feu. Le rapport ne mentionnait pas le nombre de morts. Les combats et l'insécurité dans la population civile ont duré jusqu'en octobre. Le 8 octobre, la BBC annonçait que 20 autres personnes avaient été tuées au Marché de Bakara, cfr. NGO Safety Preparedness and Support Program (SPAS), rapport 40/08 et 41/08 qui traitent des événements entre le 24 septembre et le 7 octobre 2008.

entretiens à cause de l'entrée de troupes éthiopiennes en Somalie.²⁹ L'IGAD a demandé la signature d'un armistice sur le champ et la constitution d'un nouveau cabinet ministériel qui garantirait au pays sécurité constitutionnelle et légale.³⁰ Au même moment, alors que l'IGAD présentait ses exigences à la presse à Nairobi, quatre attentats-suicides ont été perpétrés dans le nord de la Somalie (cfr. 2.2.6).

Le 19 août 2008, le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé la résolution 1831 qui autorisait le prolongement de l'engagement des troupes AMISOM en Somalie. Entre le 11 et le 13 octobre, un deuxième bataillon burundais a pénétré en Somalie et les troupes AMISOM ont été renforcées jusqu'à 3400 hommes.³¹ Le 15 octobre 2008, le *Sunday Herald* a annoncé que les troupes éthiopiennes allaient bientôt se retirer du sud et du centre de la Somalie et que le gouvernement transitoire serait évacué vers Nairobi.³² L'information selon laquelle les troupes éthiopiennes se retireraient de Mogadiscio et de sa périphérie a été confirmée par d'autres médias.³³ Pendant ce temps, le GTS s'est trouvé affaibli par des luttes internes pour le pouvoir entre le président Abdullahi Yusuf et le Premier ministre Nuur Adde.³⁴ Malgré la pression de l'Ethiopie, les deux hommes d'Etat n'ont pu se mettre d'accord pour gouverner ensemble.³⁵ A la mi-novembre 2008, le président Abdullahi Yusuf a tenu un discours devant le parlement somalien au Kenya: il a expliqué que le gouvernement somalien était incompétent et que toute liberté était laissée aux rebelles d'exercer des actes de violence dans la capitale.³⁶ Le 14 décembre 2008, Abdullahi Yusuf a renvoyé le Premier ministre Nuur Adde. Mais celui-ci a refusé de démissionner prétendant que selon la constitution, le président n'était pas habilité à le destituer. Le 15 décembre 2008, le Premier ministre a été reconduit dans ses fonctions par le parlement et par plusieurs membres du cabinet ministériel.³⁷ Le gouvernement transitoire était ainsi divisé en deux camps. Une minorité soutenait Abdullahi Yusuf, la majorité étant pour

²⁹ Sudan Tribune, 23 avril 2007: Eritrea suspends its in IGAD over Somalia, source Internet: www.sudantribune.com/spip.php?article21508.

³⁰ Rapport du Secrétaire général sur la situation en Somalie, 17 novembre 2008.

³¹ Rapport du Secrétaire général sur la situation en Somalie, 17 novembre 2008.

³² Différents sites Internet ciblés sur les informations régionales diffusent des informations, par exemple: www.ethiomed.com/accent/8303.html.

³³ Shabelle Media Network (Mogadishu): 14 novembre 2008: Somalia: Ethiopian Troops Withdraw IDPs Quarter, <http://allafrica.com/stories/200811141061.html>; Garoowe Online (Garoowe), 11 décembre 2008: Somalia: Ethiopia Troops Withdraw From Hiran Region – Again, <http://allafrica.com/stories/200812120015.html>; Missionary International Service News Agency (MISNA), 4 décembre 2008: Somalia: Ethiopian troops withdraw, clashes in Mogadishu, www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900SID/CJAL-7LZSFM?OpenDocument.

³⁴ Les rapports tendus entre les deux hommes d'Etat s'expliquent par la décision du Premier ministre et de quel-ques autres membres du cabinet de renvoyer Mohamed Dheere, le maire de Mogadiscio en juillet 2008. Le maire – allié du président Abdullahi Yusuf – était aussi un chef de guerre de mauvaise réputation. Le président n'a pas accepté le renvoi du maire de Mogadiscio et l'a rappelé contre la volonté du Premier ministre. Après différents entretiens avec les plusieurs médiateurs somaliens et éthiopiens, Mohamed Dheere a démissionné en septembre 2008, cfr.: Security Council Report, 27 août 2008: Monthly Forecast: septembre 2008, p. 7, www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/September%2008%20Forecast%20final%20pdf.pdf; Security Council Report, octobre 2008: Somalie, www.securitycouncilreport.org/site/c.gIKWLeMTIsG/b.4559909/k.F36C/October_2008_br_Somalia.htm.

³⁵ Fin novembre 2008 le GTS et la fraction de l'opposition ARS décident à Djibouti de doubler le chiffre de parlementaires, soit de 275 à 550. Officiellement, leur but était de rendre le gouvernement transitoire moins exclusif. Mais le président Abdullahi Yusuf s'y est opposé et a déclaré illégal le nouveau gouvernement, cfr.: Xinhua, 4 décembre 2008: Somalia's Puntland leader opposes Djibouti peace deal, http://news.xinhuanet.com/english/2008-12/04/content_10456601.htm.

³⁶ Bamford, David: Somali head admits militant gains, BBC News, 15 novembre 2008.

³⁷ BBC (Radio) Somali Service: Somali News, 14 décembre 2008, 9h00 et 15 décembre 2008, 9h00.

Nuur Adde. Le gouvernement transitoire était encore loin de s'établir comme autorité effective de Somalie après avoir pris le pouvoir quatre ans plus tôt. Le 11 novembre 2008, *Al Shabaab* a pris le port de Merka situé à 90 kilomètres au sud de Mogadiscio et en a fait son centre administratif en décembre 2008.³⁸ On ignore actuellement si les divers groupes islamistes qui se battent entre eux auront la force de prendre Mogadiscio sous leur contrôle. L'AMISOM et les troupes éthiopiennes sont toujours stationnées à Mogadiscio. Cependant, en décembre 2008, l'AMISOM a menacé de se retirer de la capitale si les troupes éthiopiennes quittaient la ville.

2.1.4 Résumé

Depuis le début de l'année 2006, la situation politique a évolué dramatiquement dans le sud et le centre de la Somalie. Les experts n'avaient prévu ni la prise de pouvoir soudaine de l'UIC, ni ses défaites rapides en décembre 2006. Le plan de l'Ethiopie et des USA d'annihiler le pouvoir des Islamistes en Somalie en mettant sur place un gouvernement transitoire reconnu à l'externe, mais illégitime dans le pays, a échoué. Les troupes éthiopiennes restées clouées dans le sud de la Somalie ont voulu alors se retirer après deux ans d'extrêmes violences qui avaient forcé la population de Mogadiscio et son agglomération à fuir. Le GTS était profondément affaibli par les luttes intestines entre le président et le Premier ministre. Le président Abdullahi Yusuf a déclaré récemment que les rebelles dans le sud et le centre de la Somalie gagnaient du terrain. Les opposants sont des groupuscules des anciennes UIC et ARS, en particulier des militants islamistes. A la mi-décembre 2008, ils ont essayé de prendre la capitale où quelques troupes AMISOM et éthiopiennes étaient encore stationnées. Les militants islamistes sont des combattants chevronnés et bien moins modérés que ne l'était l'UIC. Mais il leur manque une unité interne et une direction commune.³⁹

2.2 Somaliland et Puntland

2.2.1 L'UIC et le nord de la Somalie en 2006

Les événements politiques dans le sud et le centre de la Somalie ont fortement influencé la situation politique dans le nord du pays ces trois dernières années. Depuis la scission unilatérale du Somaliland (nord-ouest de la Somalie) de la Somalie, en mai 1991, la situation s'est stabilisée et apaisée. Des réformes politiques ont eu lieu depuis 2001 et grâce à elles, la démocratisation s'est instaurée peu à peu dans le pays.⁴⁰ Puntland (nord-est de la Somalie) s'est déclaré autonome en tant qu'Etat régional d'une future Somalie fédérale. Le pays est basé sur la répartition du pouvoir entre les divers clans qui appartiennent à la fédération des clans Harti (Majeer-

³⁸ Reuters, 12 novembre 2008: Somalia's al Shabaab seize port near capital, www.reuters.com/article/homepageCrisis/idUSL588010.CH.2400. BBC (Radio) Somali Service: Somali News, 7 décembre 2008, 9h00.

³⁹ Actualisé jusqu'en janvier 2009: Abdullahi Yusuf quitte la présidence à la mi-décembre 2008. A la fin du mois, les troupes éthiopiennes ont effectivement quitté Mogadiscio et d'autres régions du sud et du centre de la Somalie. Les milices d'Al-Shabab ont repris la plupart de leurs positions. Fin janvier, l'ancien chef «modéré» UIC, le Cheik Sharif Sheikh Ahmed a été élu président du GTS, conforté dans son élection par la communauté internationale.

⁴⁰ Jimcaale, Cabdiraxmaan, 2005: Consolidation and decentralization of government institutions, in War-torn Societies Project (ed.): *Rebuilding Somaliland: issues and possibilities*, Lawrenceville, N.J. [u.a.]: Red Sea Press: p. 49-121.

teem Dhulbahante, Warsangeeli et autres) qui vivent dans cette région.⁴¹ L'UIC qui a pris le pouvoir en 2006 dans le sud et le centre de la Somalie associait des idées islamiques avec des idées très nationalistes. L'UIC était strictement contre le gouvernement transitoire séculaire soutenu par l'Éthiopie. L'UIC songeait à un État national somalien solide dans lequel le Somaliland, le Puntland et même la partie somalienne de l'Éthiopie seraient unis avec le reste du pays. Ceci explique que les gouvernements en Hargeysa (Somaliland) et Garoowe (Puntland) ont suivi de près le déroulement des événements à Mogadiscio en 2006.

Quoique la ville de Bur'o au centre du Somaliland ait été considérée comme la forteresse des sympathisants de l'UIC au Somaliland, d'autres villes comme Hargeysa, la capitale, ont exprimé leurs sympathies envers les dirigeants traditionnels et religieux de l'UIC.⁴² En septembre 2006 le cheikh Mahamed Ismail a été arrêté par les autorités du Somaliland. Les sites Internet somaliens et islamistes ont diffusé une vidéo qui montrait la police torturant le Cheikh Mahamed Ismail. Cette manière d'agir a déclenché une vive indignation dans la population somalienne.⁴³ Le «Shura Council» de l'UIC a entrepris diverses démarches contre les «infidèles» du nord et a diffusé une information selon laquelle des kamikazes étaient en route vers le Somaliland.⁴⁴ Pour saper la stabilité au Somaliland, l'UIC a organisé diverses manifestations contre le gouvernement dans différents endroits (par exemple à Bur'o, Lasanod, Buuhoodle et Erigabo).⁴⁵ Hassan Dahir Aweys, un membre de l'UIC, a accusé la population du Somaliland de préférer «la paix» à Allah.⁴⁶ Le gouvernement du Somaliland et les médias indépendants du pays ont alors riposté en mobilisant la population contre l'ennemi du sud par le biais de la radio et de la presse. Ils ont rappelé à la population du nord-ouest que plusieurs membres de l'UIC au pouvoir à Mogadiscio en 2006 avaient été membres du régime somalien sous Syad Barre (1969–1991). De nombreux chefs comme Hassan Dahir Aweys, Hassan Turki et bien d'autres avaient servi dans l'armée somalienne en tant qu'officiers avant 1991. Ils étaient alors les ennemis du *Somali National Movement* (SNM) qui avaient libéré le nord-est de la dictature de Barre.⁴⁷ D'autre part, l'UIC et le Somaliland voyaient dans le GTS et son président un ennemi commun. Abdullahi Yusuf, le premier président du Puntland (1998–2004) et plus tard président du GTS restera l'«ennemi juré» du Somaliland comme ceci est expliqué ci-après (2.2.3).

⁴¹ Hagmann, Tobias und Markus V. Hoehne 2009: Failures of the state failure debate: Evidence from the Somali territories, *Journal of International Development*, 21, p. 42–57.

⁴² Deux exemples: un Cheik bien connu dont on disait qu'il avait des contacts avec l'UIC a demandé lors de son discours du vendredi à Hargeysa de soutenir les victimes d'un grave raz-de-marée dans le Sud. Les personnes présentes à la mosquée ont soupçonné le Cheik de collaborer avec l'UIC et se sont soulevés contre lui si bien qu'il n'a pu quitter la mosquée que sous la protection de la police. Dans un autre cas, le sultan d'un grand clan d'Hargeysa voulait soumettre son clan à la souveraineté islamique. La police l'a arrêté et il est resté en prison pendant quelques temps. Entretien personnel avec Ahmed Abdullahi Duaale et Mahamed Hassan Ibrahim, Hargeysa, décembre 2008).

⁴³ Weinstein, Michael A., 16 octobre 2006: War Clouds Loom over Somalia as Military Fronts Open Up Amid a Flurry of Diplomacy, www.pinr.com/report.php?ac=view_report&report_id=569&language_id=1.

⁴⁴ Afrol News / Awdal News Network, 17 octobre 2006: Suicide bombers «heading for Somaliland», www.afrol.com/articles/21969.

⁴⁵ Afrol News / Awdal News Network, 17 octobre 2006: Suicide bombers «heading for Somaliland», www.afrol.com/articles/21969.

⁴⁶ Afrol News / Awdal News Network, 17 octobre 2006: Suicide bombers «heading for Somaliland», www.afrol.com/articles/21969.

⁴⁷ Entretien personnel avec Ahmed Abdullahi Duaale, Hargeysa, 6 décembre 2008.

Le Puntland était impliqué directement dans les événements politiques et militaires dans le sud et le centre de la Somalie. Abdullahi Yusuf qui était à la tête du gouvernement transitoire depuis 2004 était soutenu par le gouvernement du Puntland à Garoowe sous la présidence de Mahamuud Hirsi Muuse Adde (connu également sous le nom de Adde Muuse). Pour manifester sa loyauté envers le GTS, le Puntland a envoyé des soldats dans le sud et le centre de la Somalie. Les troupes de l'UIC ont alors riposté en se déplaçant depuis le sud vers le Puntland. En août et novembre 2006, des combats sanglants entre Islamistes et troupes du Puntland ont eu lieu dans la région de Mudug. Début novembre 2006, l'UIC a annoncé qu'elle voulait prendre Galkacyo à la frontière sud du Puntland. Pendant ce temps, le gouvernement à Garoowe subissait la pression croissante des dirigeants religieux.⁴⁸ Pour préserver la paix, le président Adde Muuse a décidé d'appliquer la charia au Puntland.⁴⁹ Jusqu'à sa chute fin décembre 2006, l'UIC n'a pas réussi à pénétrer par la force dans le Puntland. Selon certaines informations, des troupes éthiopiennes ont été déplacées à la frontière du Puntland pour défendre la région autonome du nord-ouest de la Somalie.

2.2.2 Lutttes intestines dans le Somaliland 2007

Pendant toute l'année 2007, le gouvernement du Somaliland a été mêlé à des conflits sur les droits civils et politiques. L'un de ces conflits visait la liberté d'exprimer son opinion dans les quotidiens. Depuis la scission du Somaliland, divers journaux indépendants s'étaient établis.⁵⁰ Certes il y avait bien eu précédemment des dissensions entre le gouvernement et la presse écrite, surtout avec les journaux indépendants *Jamhuuriya* et *Haatuf*, mais jusqu'alors le Somaliland jouissait en principe de la liberté d'expression.⁵¹ La situation s'est renversée radicalement en 2007. Le 2 janvier 2007, la police a pris d'assaut la rédaction du journal *Haatuf* et ses deux rédacteurs Abdi Gaboobe et Ali Abdi Diini ont été arrêtés sans mandat d'arrêt. Un peu plus tard, des mandats d'arrêt contre deux autres journalistes ont été émis. L'un de ces deux journalistes, Muhammed-Rashid M. Farah a réussi à s'enfuir en Ethiopie, le second Muhammad Omar Sheekh a été arrêté. Le motif invoqué dans ces mandats d'arrêt était la publication de divers articles dans le journal *Haatuf* entre novembre 2006 et janvier 2007; dans leurs articles, ils critiquaient la conduite du président Dahir Rayaale Kahin dans une querelle interne à Boorama et accusaient son épouse de corruption. Le procès contre les journalistes a eu lieu au poste de police de Maadeera, juste à côté de la prison de haute sécurité, bien que Maadeera ne soit pas dans la circonscription du tribunal de Hargeysa. Malgré le fait que les accusations contre les journalistes et l'application de la loi pénale du pays aient été très critiquées, les procédures judiciaires se sont poursuivies. La façon d'agir du tribunal régional de Hargeysa a déclenché l'indignation du Somaliland, de la diaspo-

⁴⁸ Au début des années 1990, l'Al Ittihad Al Islami (AIAI) a été la première force militaire islamique à participer à la guerre civile en Somalie; elle a occupé brièvement Boosaasso, le port principal du nord-est de la Somalie. Abdullahi Yusuf a battu l' AIAI 1992. De nombreux chefs et combattants de l'Al Ittihat ont été tués ou ont pu fuir dans le sud. Quelques-uns – la plupart, membres du clan local – sont pourtant restés dans la région.

⁴⁹ IRIN, 21 novembre 2006: SOMALIA: Puntland to adopt Islamic law, www.irinnews.org/Report.aspx?ReportId=61619.

⁵⁰ Tous les journaux ont été imprimés dans la capitale Hargeysa.

⁵¹ Il arrivait que des éditeurs et des journalistes de journaux indépendants soient arrêtés. Mais en général, ils étaient relâchés quelques heures plus tard et continuaient à publier des articles critiques sur le gouvernement.

ra et à l'échelle internationale. Néanmoins, les quatre journalistes ont été condamnés à plusieurs années de prison en mars 2007.

En outre le Haatuf Media Network (HMN), l'éditeur du journal a écopé d'une amende et a dû remettre sa licence.⁵² Le 29 mars 2007, le président Kajhin a gracié les journalistes et le HMN a pu continuer à sortir son journal. En novembre 2007, le gouvernement a proposé au parlement une nouvelle loi sur les médias basée sur la loi yéménite sur les médias. Elle stipule que le gouvernement peut influencer largement sur les médias et que les journalistes tout comme les maisons d'édition qui violent la loi doivent s'attendre à des sanctions.⁵³ Les journalistes et les activistes pour les droits civiques sont contre cette nouvelle loi sur les médias. Bien que la loi ne soit pas encore en vigueur, on constate que la presse est continuellement surveillée par le gouvernement à Hargeysa.

En avril 2007, un groupe d'intellectuels, d'anciens politiciens et des commerçants ont fondé le parti Qaran (Qaran = Nation) à Hargeysa. Dans les mois qui ont suivi, le nouveau parti a ouvert des représentations locales dans différentes villes du pays. Le gouvernement a déclaré le parti *Qaran* illégal en s'appuyant sur l'art. 9 de la constitution qui mentionne qu'il ne peut y avoir plus de trois partis politiques dans le pays. De l'autre côté, les dirigeants de Qaran et leurs partisans se sont appuyés sur l'art. 22 qui stipule que chaque citoyen a le droit de participer activement à la vie politique, économique, sociale et culturelle du pays.⁵⁴ Quoique l'énoncé des deux articles de la constitution soit contradictoire, le gouvernement a pris des mesures contre le nouveau parti. Le 13 juillet 2007, le parti Qaran s'est réuni dans un hôtel de Gabiley, ville située à l'ouest de Hargeysa. La police locale a suspendu la réunion qui s'est cependant poursuivie devant l'hôtel.⁵⁵ Le 28 juillet 2007, les chefs du parti, Mohamed Abdi Gabose, Mohamed Hashi Elmi et Jamal Aideed Ibrahim ont été arrêtés sous prétexte qu'ils voulaient renverser le gouvernement. Comme dans le cas des journalistes à Haatuf, les activistes des droits civils, tant au niveau local, qu'international, ont déclaré que la procédure appliquée par les tribunaux était illégale. Les débats judiciaires contre les chefs de Qaran se sont déroulés de façon similaire à celles des journalistes du *Haatuf*.⁵⁶ Le 20 août 2007, les trois chefs du parti Qaran ont été condamnés à trois ans et neuf mois de détention ainsi qu'à cinq ans d'interdiction d'exercice de toute fonction officielle pour avoir fondé un parti politique illégal.⁵⁷ Fin décembre 2007, le président du Somaliland a ordonné la libération des chefs du parti Qaran. L'interdiction d'exercer une fonction officielle a cependant été maintenue. Début 2008, le parti Qaran a formé avec le parti de l'opposition Kulminye un comité d'opposition. Le but des deux partis est d'empêcher que le prési-

⁵² Amnesty International, 2 février 2007: Somalie: Prisoners of conscience/incommunicado detention/fear of ill-treatment, www.amnesty.org/en/library/info/AFR52/002/2007/en; Amnesty International, 19 février 2007: Prisoners of conscience/incommunicado detention/fear of ill-treatment/legal concern, www.amnesty.org/en/library/info/AFR52/003/2007/en.

⁵³ Hoehne, Markus V. 2008: Newspapers in Hargeysa: Freedom of speech in post-conflict Somaliland, *Afrika Spectrum*, 43/1, p. 91–114. Constitution of the Republic of Somaliland, traduction en anglais, www.somalilandlaw.com.

⁵⁴ Constitution of the Republic of Somaliland, traduction en anglais, www.somalilandlaw.com.

⁵⁵ Somaliland Times, issue 286, 14 juillet 2007: Police Prevent Qaran Party Meeting in Gabiley, www.somalilandtimes.net/sl/2007/286/201.shtml.

⁵⁶ Amnesty International, 23 août 2007: Opposition party leaders jailed after unfair trial in Somaliland, www.amnesty.org/en/library/info/AFR52/014/2007.

⁵⁷ Somaliland Times, issue 291, 18 août 2008: Qaran Leaders' Trial Opens in Madndera Jail's Vicinity, www.somalilandtimes.net/sl/2007/291/1.shtml; Somaliland Times, issue 293, 25 août 2008: Harsh Sentence for Qaran Party Leaders, www.somalilandtimes.net/sl/2007/293/3.shtml.

dent en fonction Dahir Rayale Kahin soit réélu lors des élections au printemps 2009.⁵⁸

2.2.3 Le conflit entre le Somaliland et le Puntland

Depuis que le Puntland s'est proclamé Etat régional autonome en 1998, le Somaliland et le Puntland se disputent les régions Sool, Sanaag-Est et Togdheer-Sud. Ces régions sont très convoitées par les deux gouvernements politiques du nord de la Somalie. A l'époque coloniale, ces régions appartenaient au protectorat britannique du Somaliland. Quand le Somaliland a proclamé son autonomie en 1991, il a fait valoir son droit sur ces régions. De nombreux membres du clan des Issaq établis dans le centre ou dans le sud du Somaliland ont soutenu l'indépendance du Somaliland, alors que les membres de la confédération du clan Harti établis dans les régions convoitées se sont toujours opposés à la séparation du Somaliland de la Somalie. Les membres du clan Harti ont donc sympathisé avec le Puntland qui souhaite entre autres la réunification de la Somalie.⁵⁹ Voilà pourquoi, Abdullahi Yusuf, le président du Puntland (1998–2004) est aujourd'hui l'ennemi juré du Somaliland. En octobre 2004, Yusuf, président du gouvernement transitoire, a déclaré plusieurs fois qu'il considérait que le Somaliland faisait partie de la Somalie.⁶⁰

Le conflit entre le Somaliland et le Puntland à cause de ces régions convoitées s'est envenimé en décembre 2002 quand des soldats du Puntland ont attaqué le président du Somaliland à Lasanod, la capitale de la Région Sool. Le Somaliland a alors fermé ses bureaux administratifs locaux à Lasanod et les troupes du Puntland ont occupé la ville de Lasanod. Le gouvernement du Somaliland basé à Hargeysa a lui aussi envoyé des troupes dans la région et les armées des deux provinces ennemies se sont postées le long d'une ligne de front à l'ouest de Lasanod. Le 29 octobre 2004, des combats virulents ont éclaté, lors desquels des douzaines de soldats des deux camps ont perdu la vie ou ont été blessés. Grâce aux autorités locales et aux activistes des droits civils qui se sont efforcés de faire revenir la paix ainsi qu'au manque de ressources financières et militaires des deux parties en guerre, une escalade des conflits a pu être évitée.⁶¹ Cependant en avril 2007, les combats ont repris de plus belle près du village de Dahar (région à l'est de Sool) et en octobre 2007, dans la région de Sool suite à des conflits internes au sein du gouvernement du Puntland. Le Ministre de l'intérieur, un membre du clan de Dhulbahante établi dans la région de Sool a été démis de ses fonctions par le président Adde Muuse. Pour se venger, l'ancien ministre a alors mobilisé son clan contre le Puntland et a appelé à l'aide le Somaliland qui a saisi l'opportunité de pouvoir se battre contre son ennemi dont l'armée était affaiblie par les combats en Somalie du sud et du centre (voir 2.2.1). Début octobre 2007, les troupes du Somaliland ont réussi avec l'aide des milices claniques à chasser de Lasanod les troupes du Punt-

⁵⁸ Somaliland Times, issue 311, 5 janvier 2008: Kulmiye and Qaran form an alliance against Rayale, www.somalilandtimes.net/sl/2007/311/3.shtml.

⁵⁹ Hoehne, Markus V., 2007: From pastoral to state politics: Traditional authorities in Northern Somalia, in: Buur, L. and Kyed H.M. (eds.). *State Recognition and Democratisation in Sub-Saharan Africa: A New Dawn for Traditional Authorities?* Palgrave: New York, p. 155–182, p. 165–171.

⁶⁰ Eldoret: Cabdullaahi Yusuf «Soomaaliya lama qeybin karo» [Somalia kann nicht geteilt werden], www.mudugonline.com/2003/January/230103maanta.htm; Somaliland will not cooperate with «Warlord» Yusuf, www.unpo.org/content/view/1889/236/.

⁶¹ Hoehne, Markus V., 2006: Political identity, emerging state structures and conflict in Northern Somalia, dans: *Journal of Modern African Studies*, vol. 44 No.3, p. 397–414.

land. Les combats ont causé de nombreuses victimes et blessés. Des milliers d'habitants de la ville de Lasanod ont fui momentanément la ville.⁶² Le Somaliland a alors pris le contrôle de la ville et l'avait toujours au moment de la rédaction de cette mise à jour.

2.2.4 Piraterie et criminalité au Puntland entre 2006–2008

La situation s'est énormément détériorée au Puntland dès la fin du premier semestre 2007 pour ce qui est de la sécurité. En 2008, le nord-est de la Somalie a fait la une des journaux à cause de l'augmentation des actes de piraterie dans la région de la Corne d'Afrique. Rien qu'en 2008, plus de 100 bateaux ont été attaqués et des douzaines ont été capturés. Les entreprises et les gouvernements étrangers ont payé des rançons faramineuses pour la libération de leurs bateaux et de leurs équipages.⁶³ Les centres de piraterie les plus connus sont les villes de Haradheere et d'Eyl dans la région de Mudug en Somalie centrale et dans le sud-est du Puntland. Les actes de piraterie dans la Corne d'Afrique ne datent pas d'aujourd'hui. Mais entre 2006 et 2008, les attaques ont été nettement plus fréquentes dans le golfe d'Aden et le long des côtes somaliennes ce qui s'explique par la situation particulière en Somalie. A l'origine, les pirates étaient souvent des pêcheurs de la Corne d'Afrique qui avaient perdu leurs moyens de subsistance à cause de la pêche en haute mer pratiquée par des bateaux asiatiques et européens qui jetaient leurs filets illégalement dans ces régions. Ces «premiers pirates» se voyaient alors comme les gardiens de la côte somalienne. Pendant la période où la Somalie du sud et du centre a été sous le contrôle de l'UIC, la piraterie a été interrompue sur la côte somalienne.⁶⁴ Mais elle a connu un nouvel essor de 2007 à 2008 en l'absence de lois et sous la dominance de la violence (voir 2.1.2) en Somalie. Au Puntland, les autorités perdaient aussi de leur pouvoir, favorisant ainsi la recrudescence de la piraterie. A partir du moment où les pirates ont réussi à extorquer des rançons considérables, la piraterie est devenue une affaire juteuse pour la population appauvrie de la côte somalienne. Les hommes d'affaires étrangers se sont aussi intéressés à ces négoce criminels.⁶⁵ Les régions côtières du Puntland à l'est offrent des caches idéales pour les pirates, car elles sont difficilement accessibles aussi bien de la terre ferme que par la mer.⁶⁶

Les pirates somaliens ont à leur palmarès la capture d'un cargo ukrainien qui transportait 33 tanks pour le Kenya ou pour le sud du Soudan fin septembre 2008 et un supertanker saoudien capturé à la mi-novembre 2008. A ce jour (17 décembre 2008), ils sont toujours retenus avec une bonne douzaine d'autres bateaux près de

⁶² Hoehne, Markus V., 2007: Puntland and Somaliland clashing in northern Somalia: Who cuts the Gordian knot?, édition Internet du 7 novembre 2007, <http://hornofafrica.ssrc.org/Hoehne/>.

⁶³ Selon les estimations, le montant des rançons a atteint en 2008 entre 30 et 150 millions de dollars \$.

⁶⁴ Hansen, Stig Jarle, décembre 2006: Pirates of the Horn, www.skuld.com/upload/News%20and%20Publications/Publications/Beacon/Beacon%202006%20188/188%20page%2012-15.pdf.

⁶⁵ Pflüger, Thomas, 23. Oktober 2008: Gefährliche Gewässer, junge Welt, www.uni-kassel.de/fb5/frieden/themen/Globalisierung/piraten2.html; BBC News, 21 novembre 2008: World only cares about pirates, <http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/africa/7740417.stm>; Haatuf, 8 décembre 2008: Budhcad Badeeda Somaliaa oo shir ay yeesheen ku dhistay guddi maamusha [Les pirates somaliens se sont réunis et ont créé un «centre administratif»].

⁶⁶ Observations de l'auteur dans le cadre d'un voyage en auto de Garowe à Eyl en décembre 2003.

la côte somalienne et quelque 200 membres d'équipage.⁶⁷ Le gouvernement du Puntland reste passif face à ces actes de piraterie qui se déroulent en grande partie dans sa région.⁶⁸ La criminalité et la violence gagnent du terrain aussi bien sur la côte qu'à l'intérieur du pays et des gangs armés contrôlent des villes importantes telles que Boosaaso, Garoowe et Gaalkayo. En 2008, plusieurs étrangers ont été enlevés, surtout dans le nord du Puntland. Dernièrement (novembre 2008), deux journalistes, un Espagnol et un Britannique ont été kidnappés à Boosaaso.⁶⁹

Le 2 juin 2008, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la Résolution 1816. La résolution autorise l'accès des eaux territoriales somaliennes à des navires de pays prêts à coopérer avec le GTS pour réprimer la piraterie.⁷⁰ Plusieurs pays membres de l'Union européenne (UE) ainsi que d'autres Etats se sont engagés à lutter contre la piraterie le long de la côte somalienne. Le 19 septembre 2008, l'UE a décidé de participer à la «Mission Atalante» dans le but de réprimer la piraterie sur la côte somalienne.⁷¹ Six navires et trois avions de surveillance d'au moins huit Etats de l'UE, dont la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne, doivent escorter à l'avenir les bateaux transportant des biens de première nécessité et des marchandises.⁷² Début décembre 2008, d'autres actions ont été discutées au niveau international pour une lutte efficace contre les actes de piraterie le long de la côte somalienne. Le 16 décembre 2008, le Conseil de sécurité de l'ONU a suivi une proposition des Etats-Unis et adopté la résolution 1851 selon laquelle les actes de piraterie doivent être réprimés aussi bien sur la terre ferme qu'en mer; tous les moyens sont mis.⁷³

2.2.5 Préparation des élections à la présidence au Somaliland et au Puntland

Des élections présidentielles auront lieu aussi bien au Somaliland qu'au Puntland début 2009 (Puntland: janvier 2009; Somaliland: mars 2009). Des tensions importantes se sont manifestées au Somaliland en 2007 en rapport avec le travail de la Commission nationale d'élection (National Electoral Commission NEC). Le président, le parlement et les deux partis de l'opposition qui participaient à la nomination des membres de la commission n'ont pu s'entendre sur des candidats communs. Les points du litige portaient sur la représentation des clans et sur celle des femmes dans la commission d'élection. De février à septembre 2007, ce litige a été traité par la Cour suprême. Finalement fin 2007, une commission avec un mandat de cinq ans

⁶⁷ Mellenthin, Knut, 4 octobre 2008: Der Seeräuber-Krimi, junge Welt, www.uni-kassel.de/fb5/frieden/regionen/Somalia/piraten2.html; Engelhardt, Marc, 19 novembre 2008: Fette Piratenbeute, taz. Mise à jour janvier 2009: fin décembre 2008, le super tanker saudi-arabien a été relâché et en janvier, le bateau ukrainien avec des armes à bord. Dans les deux cas, les pirates ont demandé une rançon de quelque trois millions de dollars \$.

⁶⁸ Selon des rumeurs, des personnes influentes du Puntland sont mêlées aux actes de piraterie, de source anonyme dans le cadre d'entretiens personnels; Hargeysa, 3 décembre 2008.

⁶⁹ International Herald Tribune, 27 novembre 2008: 2 western journalists kidnapped in pirates' haven in Somalia, www.iht.com/articles/2008/11/27/africa/27somalia.php.

⁷⁰ S/RES/1816 (2008).

⁷¹ Pflüger, Thomas, 23 octobre 2008: Gefährliche Gewässer, junge Welt, www.uni-kassel.de/fb5/frieden/themen/Globalisierung/piraten2.html.

⁷² BBC News, 8 décembre 2008: EU to begin Somali pirate controls, <http://news.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/2/hi/africa/7770490.stm>.

⁷³ Besheer, Margaret, 16 décembre 2008: UN Security Council Authorizes Pursuit of Pirates on Somali Land, www.voanews.com/english/2008-12-16-voa62.cfm.

a été désignée, elle a pour tâche de définir les futurs processus d'élections et de surveiller ces élections.⁷⁴

L'enregistrement des électeurs a commencé au Somaliland en octobre 2008. Pour pouvoir participer à l'élection du président, tous les citoyens devaient se faire enregistrer dans leur lieu d'origine. Chaque électeur a reçu sa carte d'identité munie de sa photo et de ses empreintes digitales. L'enregistrement a été effectué dans les différentes régions de l'ouest à l'est. Le processus d'enregistrement s'est clos le 5 décembre 2008 dans les régions de l'ouest, Awdal, Saaxil et Maroodi Jeex (anciennement Waqooyi Galbeed).⁷⁵ Les électeurs dans les régions du centre et de l'est du pays ont été enregistrés jusqu'à la fin de l'année 2008. Le déroulement des enregistrements a été perturbé par quelques dissensions politiques. D'une part, après les récents attentats à la bombe, on craignait (cf. 2.2.6) que les terroristes sabotent le processus d'enregistrement pour bloquer les développements politiques au Somaliland.⁷⁶ D'autre part, il n'était pas clair si l'enregistrement pourrait se faire sur le territoire de la fédération des clans Harti disputés entre le Puntland et le Somaliland (cfr. 2.2.3). Il y a eu aussi quelques problèmes en décembre dans les territoires habités par le clan Dhulbahante. Des affrontements violents se sont déroulés dans la petite ville de Buuhoodle dans le Togdheer-Sud au moment de l'enregistrement des électeurs, si bien que l'enregistrement y a été annulé.

Les travaux préparatoires aux élections présidentielles au Puntland et au Somaliland n'ont rien en commun. Au Puntland, le président est élu par les 66 représentants des clans qui siègent au Parlement. Au moment des travaux préparatoires, le parlement a été dissous. Les parlementaires sont retournés chez eux et ont fait du rabattage parmi les membres de leur clan pour qu'un des membres de leur clan siège au parlement à Garoowe. Si un parlementaire perdait les bonnes grâces de sa famille, le clan pouvait désigner un autre membre de son clan pour représenter les intérêts du groupe au Parlement. Début janvier 2009, les membres sortants et les nouveaux membres du Parlement éliront un nouveau président. Il y a dix candidats à la présidence.⁷⁷ Les élections au Puntland présentent différents risques politiques et de sécurité. D'une part, on court le danger que des candidats fortunés à la présidence – tout particulièrement le président en fonction, Adde Muuse – versent des pots-de-vin aux électeurs peu nombreux.⁷⁸ Ceci pourrait provoquer de nouveaux conflits internes. D'autre part, – mais ceci est peu probable – l'élection d'un nouveau président pourrait être source d'une démonstration de force et déclencher de nouveaux combats entre le Puntland et le Somaliland.⁷⁹

⁷⁴ Mohamed Hassan Ibrahim, 2007: NEC on a Rope? The Need for Good Leadership, The Academy Today Issue 1, vol.1, avril 2007.

⁷⁵ Après 1991, le gouvernement a défini diverses nouvelles unités régionales. Mais elles n'ont pas été inscrites sur les cartes géographiques officielles de Somalie, comme on peut le constater sur la carte I (cfr. annexe).

⁷⁶ Mise à jour janvier 2009: jusqu'à maintenant, aucun nouvel attentat terroriste n'a eu lieu.

⁷⁷ HR Media, 1^{er} novembre 2008: Puntland elections campaign starts, <http://horseedmedia.net/english/5842/>.

⁷⁸ Entretien personnel de source anonyme, Hargeysa, 3 décembre 2008.

⁷⁹ Mise à jour janvier 2009: Les élections présidentielles ont eu lieu le 8 janvier 2009 au Puntland. Les élections se sont déroulées sans heurts. Abdirahman Faroole, un membre du clan Majeerteen a été élu président et Abdisamid Ali Shire du clan Dhulbahante a été élu vice-président.

2.2.6 Les attentats suicides du 29 octobre 2008

Le 29 octobre 2008, cinq attentats suicides ont été perpétrés parallèlement dans le Somaliland et au Puntland. A Hargeysa, capitale du Somaliland, le palais présidentiel, le terrain du PNUD ainsi que le bureau de liaison éthiopien ont été attaqués. Au Puntland, deux bâtiments du «*Puntland Intelligence Service*» (PIS) à Boosaaso ont été bombardés. Rien qu'à Hargeysa, plus de vingt personnes ont perdu la vie et 30 personnes ont été blessées. On suppose que les auteurs de ces attentats étaient des alliés des militants islamistes de la Somalie du sud et du centre, ce qui ne signifie pas pour autant qu'ils provenaient forcément du sud.⁸⁰ Les forces de sécurité somaliennes ont pu identifier certains auteurs des délits avec l'aide internationale. L'un des kamikazes venait d'Hargeysa ou des environs et appartenait au clan qui y est sis. Un autre était un membre de la diaspora somalienne aux Etats-Unis. Il était arrivé depuis peu des USA en Somalie pour rejoindre les extrémistes. Les attentats avaient été minutieusement planifiés et se sont déroulés juste au moment où le gouvernement transitoire somalien et l'aile ARS de Djibouti se rencontraient dans les locaux de l'IGAD à Nairobi et les négociations avaient pour objet l'application de conventions antérieures (voir 2.1.3). Ces attentats n'ont pas été revendiqués officiellement. Toutefois, Rayaale Kahin, le président du Somaliland qui a donné une conférence de presse le 30 novembre 2008, en a rendu responsable *Al Shabaab*.⁸¹ But de ces attentats: 1) déstabiliser le Somaliland et le Puntland qui vivaient une période de paix relative, 2) enterrer l'indépendance du Somaliland et 3) pénaliser le GTS et les USA (qui coopérait par le CIA avec le PIS au Puntland)⁸² ainsi que l'ONU pour son intervention dans le sud de la Somalie.⁸³

2.2.7 Résumé

Les événements politiques dans le nord de la Somalie entre 2006 et 2008 n'ont rien de comparable avec ceux de la Somalie central et du sud; les changements politiques au nord étaient nettement moins dramatiques. Malgré tout, le Somaliland et le Puntland devaient faire face à des défis politiques internes importants: le Somaliland devait se battre pour la démocratisation de son jeune Etat et le Puntland réprimer la criminalité et la piraterie. En outre, le conflit militaire entre le Somaliland et le Puntland en 2007 et les attentats-suicides du 29 octobre 2008 menaçaient la stabilité et la paix dans le nord de la Somalie. Le conflit permanent pour s'approprier les régions convoitées de Sool, Sanaag-Est et Togdheer-Sud ainsi que les relations clandestines entre Islamistes dans le nord, le sud et le centre de la Somalie pouvaient mettre en danger la stabilité dans le nord.

⁸⁰ Les rapports entre la Somalie nord ainsi que la Somalie sud et centre sont très diversifiés. Les entreprises somaliennes font des affaires sur l'ensemble de la presqu'île; les réfugiés du sud et du centre cherchent protection dans le nord. Il est préoccupant qu'un groupe de jeunes du Somaliland (et probablement aussi du Puntland) – petit, mais motivé – ait rejoint les membres d'*Al Shabaab* à Mogadiscio pour les soutenir dans leurs luttes contre les troupes éthiopiennes et du gouvernement transitoire; Blogspot News, novembre 2008: Magacyada Rag Ka Soo Jeeda Somaliland Oo Al-Shabaab Ah Oo La Baahiyay, [le nom des hommes qui appartiennent, paraît-il, à *Al Shabaab*], <http://waridaad.blogspot.com/2008/11/magacyada-rag-ka-soo-jeeda-somaliland.html>.

⁸¹ The Republican, 6 décembre 2008: President blames attack on Al Shabaab, Hargeysa.

⁸² Le PIS (Puntland Intelligent Service) a été fondé par Abdullahi Yusuf quand il était président du Puntland. De nombreux fonctionnaires sont des parents proches, patrilinéaires de Yusuf.

⁸³ Hoehne, Marcus V., 2008: The bombings in Somaliland and Puntland – an attempt to drag the north into the politics of violence of southern Somalia, Horn of Africa Bulletin vol. 20 N° 10, novembre 2008, p. 4–6.

3 Situation en matière de sécurité

3.1 Somalie du sud et du centre

Les mois durant lesquels l'UIC détenait le pouvoir à Mogadiscio ont été les plus tranquilles et les plus paisibles depuis la chute du gouvernement de Siad Barré en 1991. De nombreux Somaliens et Somaliennes remerciaient les tribunaux de les avoir libérés des chefs de guerre criminels et des gangs de la milice, mais également parce que le droit et l'ordre régnaient à nouveau dans la ville. Cette «légitimité» contrastait vivement avec la violence gouvernementale dont usent certaines autorités locales ainsi que le GTS. Pour de nombreux Somaliens, une dominance de l'UIC semblait la solution qui permettrait de résoudre les problèmes engendrés par les défaillances du gouvernement. Ils ont donc été nombreux à soutenir les Islamistes.⁸⁴ Selon Roland Marchal (2007) la création des tribunaux islamiques a été la réponse apportée au manque de sécurité. Les tribunaux islamiques étaient presque toujours érigés selon le même modèle. Les personnes les plus âgées des clans dominants ont décidé d'ériger des tribunaux islamiques dans les villes secouées par la guerre. La nomination des juges s'est faite en tenant compte des différences islamiques internes en Somalie même (par exemple, entre les divers mouvements réformateurs).⁸⁵ Néanmoins, il y a eu des tribunaux comme le tribunal *Ifkahanle* au sud de Mogadiscio qui ont été dirigés par des Islamistes radicaux.⁸⁶ En général les tribunaux de la Charia avaient à disposition des milices qui opéraient en tant que forces de police.⁸⁷ Ce concept sécuritaire a été étendu peu à peu dès le milieu de l'année 2006 à d'autres régions dans le sud et le centre de la Somalie qui tombèrent sous le contrôle de l'UIC.

Avec la prise de contrôle de Mogadiscio par des forces armées éthiopiennes et des troupes du GTS en décembre 2006, la sécurité s'est fortement dégradée dans le sud et le centre de la Somalie. Selon Menkhaus (2007), les pires combats, expulsions et souffrances ont ressurgi après 15 ans de tranquillité à cause des conflits entre l'UIC et les troupes du GTS, respectivement les militaires éthiopiens.⁸⁸ «Human Rights Watch» écrit dans un rapport que les habitants de Mogadiscio souffraient de conflits sanglants depuis janvier 2007. Des centaines de civils ont été tués ou blessés et des milliers d'autres ont dû prendre la fuite, perdant ainsi leur toit et leurs conditions d'existence.⁸⁹ Une nouvelle forme d'anarchie règne en Somalie à cause des violents combats entre les islamistes militants et les milices des clans d'une part, et le

⁸⁴ Menkhaus, Ken, 2007: The crisis in Somalia: Tragedy in five acts, in: African Affairs, 106/204, p. 357–390, p. 371.

⁸⁵ Marchal, Roland: Somalie: A new front against terrorism, 5 février 2007, <http://hornofafrica.ssrc.org/marchal/printable.html>.

⁸⁶ Le Sage, Andre, 2005: Stateless Justice in Somalia: Formal and informal rule of law initiatives, Report, Centre for Humanitarian Dialogue, p. 45–46.

⁸⁷ Des tribunaux Charia contrôlés activement par les seigneurs de la guerre ont déjà été mis en place à Mogadiscio au milieu des années nonante, cfr.: Menkhaus, Ken, 2004: Somalia: State Collapse and the threat of terrorism, Adelphi Paper 364, Oxford; Le Sage, Andre, 2005: Stateless Justice in Somalia: Formal and informal rule of law initiatives, Report, Centre for Humanitarian Dialogue.

⁸⁸ Menkhaus, Ken, 2007: The crisis in Somalia: Tragedy in five acts, dans: African Affairs, 106/204, p. 357–390, p. 380.

⁸⁹ Human Rights Watch, 12 août 2007: Shell-Shocked. Civilians under siege in Mogadishu, www.hrw.org/sites/default/files/reports/somalia0807webwcover.pdf, p. 3.

GFT et les troupes éthiopiennes d'autre part.⁹⁰ La situation n'a pas évolué malgré l'intervention des troupes de la paix venant d'Ouganda et du Burundi, qui faisaient partie de la convention AMISOM. Bien au contraire, de nouvelles tensions ont surgi et l'engagement de ces troupes étrangères a déclenché une résistance armée en Somalie.⁹¹ En 2007 et en 2008, des milices islamistes et des milices du clan Hawiye se sont formées pour déstabiliser le gouvernement transitoire et son aide étrangère.

Le Secrétaire général de l'ONU écrit dans son rapport du 7 novembre 2007 au Conseil de sécurité de l'ONU que la situation à Mogadiscio est instable, que les rebelles exercent quotidiennement des attaques violentes et que les militaires éthiopiens et les troupes du GFT ripostent (paragraphe 15 à 21). Il a confirmé que la Somalie était inondée d'armes et que la population civile était régulièrement prise entre les fronts, car les attaquants ne faisaient aucune différence entre population civile et combattants. Dans un autre rapport daté du 14 mars 2008, le Secrétaire général de l'ONU avance que 300 000 personnes ont dû fuir Mogadiscio à cause des affrontements fin octobre 2007 et que l'aide humanitaire a été vivement freinée par des taxations *ad hoc*, des barrages routiers, des actes de piraterie et le kidnapping d'agents d'organisations humanitaires (paragraphe 47 et 48). Dans son rapport du 16 juillet 2008, le Secrétaire général écrit aussi qu'il ne voit pas de fin aux combats entre les rebelles islamistes et les Ethiopiens, plus particulièrement les troupes du gouvernement transitoire et que la situation demeure inchangée. La criminalité est aussi en pleine recrudescence (paragraphe 17 à 21). Dans son récent rapport en date du 17 novembre 2008, il expose que la situation s'est considérablement dégradée dans le centre et le sud du pays entre juillet et octobre 2008. L'embargo des armes contre la Somalie n'a pas été respecté et il règne une situation de profonde anarchie dans le centre et le sud de la Somalie. Les actes de piraterie, les attaques à main armée sont quotidiennes. En outre, le cumul de négligences et de pauvreté ne fait qu'empirer la situation (paragraphe 23).

La situation est particulièrement inquiétante en 2007 et 2008 aux divers checkpoints érigés par des soldats du gouvernement transitoire, des rebelles et des criminels à Mogadiscio et dans sa périphérie ainsi que le long des routes du centre et du sud de la Somalie.⁹² La traversée des checkpoints, même ceux du gouvernement transitoire, représentait un danger pour les voyageurs. Comme Menkhaus (2008) le rapporte, les forces de sécurité du gouvernement transitoire contrôlaient avec des gangs criminels opportunistes plus de 400 barrages routiers; on y réclamait 500 \$ américains pour le passage d'un camion et plusieurs agents locaux d'organisations humanitaires y ont été kidnappés.⁹³ Toujours selon Menkhaus (2008), l'indépendance des diverses forces de sécurité nationale – police d'Etat, armée, police municipale de Mogadiscio, service de sécurité de l'Etat – représente aussi un problème

⁹⁰ BBC, 11 janvier 2007: Fears stalk Somalia's capital once again, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/6252359.stm>; BBC, 19 février 2007: «Anti terror force» for Somalia, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/6375699.stm>; BBC, 19 avril 2007: Heavy shelling in Somali capital, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/6572453.stm>.

⁹¹ Red Team Report: Somalie; mars 2007; Key Areas: Somalie: Islamic Extremism, Clan Politics Insurgency; BBC, 8 mars 2007: African force ambushed in Somalia, source Internet: <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/6428969.stm>.

⁹² Dans son rapport du 16 juillet 2006, le Secrétaire général de l'ONU mentionne que quelque 400 barrages routiers et checkpoints ont été édifiés (paragraphe 52).

⁹³ Menkhaus, Ken, 2008: Somalia: A country in peril, a policy nightmare, ENOUGH Strategy Paper (septembre 2008), p. 4.

pour le gouvernement transitoire. Ces forces de sécurité se comportent comme des paramilitaires dont les officiers représentent officiellement le gouvernement transitoire, mais se comportent comme des chefs de guerre. Comme ils ne sont pas rétribués pour leurs services, les simples soldats se comportent plutôt comme des gangs armés que comme des forces de sécurité.⁹⁴ La violence permanente et la situation de sécurité tendue entravent le travail des ONG internationales et des organisations de l'ONU dans le sud et le centre de la Somalie. On suppose que rien qu'en 2008, plus de 29 agents d'organisations humanitaires ont perdu la vie en Somalie.⁹⁵ Dans certaines régions, le travail des œuvres d'entraide humanitaire est rendu très difficile et même parfois impossible.⁹⁶

En conclusion, la sécurité dans le sud et le centre de la Somalie s'est considérablement détériorée en 2006 après une courte période de stabilité. Mogadiscio et de nombreuses régions du sud et du centre de la Somalie sont aujourd'hui très dangereuses pour les civils ainsi que pour les agents internationaux et humanitaires. On peut lire dans un article publié par le Sunday Herald qu'à cause des conflits permanents, plus de 9000 civils ont été tués depuis janvier 2007 et que 1.1 million de gens ont dû quitter leur village ou leur ville. En outre, 3.2 millions de personnes, soit la moitié de la population de Somalie, est tributaire d'un secours d'urgence (ce chiffre a doublé en 12 mois).⁹⁷

3.2 Somaliland et Puntland

Les services gouvernementaux – la police et l'armée aussi – travaillent efficacement et depuis 1997, il n'y a plus de conflits armés au Somaliland. La paix et la sécurité dans le centre du pays contrastent fortement avec les troubles incessants à l'est, dans les régions convoitées. Avant que Lasanod, la capitale de la région Sool soit conquise par les troupes du Somaliland, elle a été sous le contrôle du Puntland de 2004 à 2007 (cf. 2.2.3). En raison des conflits permanents entre le Somaliland et le Puntland qui voulaient contrôler les régions de Sool, Sanaag-Est et Togdheer-Sud, peu de structures gouvernementales ont été créées. Bien que dans ces régions, il existe officiellement des services gouvernementaux du Somaliland et/ou du Puntland, ce sont les chefs traditionnels des clans et des sous-clans qui nent.⁹⁸ Les défis auxquels les chefs de clan sont soumis dans ces régions convoitées politiquement ainsi que dans leur périphérie sont énormes.⁹⁹ Les ressources

⁹⁴ Menkhaus, Ken, 2008: Somalia: A country in peril, a policy nightmare, ENOUGH Strategy Paper (septembre 2008), p. 4.

⁹⁵ Human Rights Watch, 8 décembre 2008: So Much to Fear: War Crimes and the Devastation of Somalia, www.hrw.org/sites/default/files/reports/somalia1208web.pdf, p. 5.

⁹⁶ Security Council Report, 27 août 2008: Monthly Forecast: septembre 2008, p. 8, www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/September%2008%20Forecast%20final%20pdf.pdf.

⁹⁷ Sunday Herald, 11 octobre 2008: Troop pull-out leaves government on brink, www.sundayherald.com/international/shinternational/display.var.2459722.0.troop_pullout_leaves_government_on_brink.php.

⁹⁸ Hoehne, Markus V., 2006: Traditional Authorities in Northern Somalia: Transformation of powers and positions, Max Planck Institute for Social Anthropology Working Paper n° 82, Halle/Saale, www.eth.mpg.de/pubs/wps/pdf/mpi-eth-working-paper-0082.pdf; Gundel, Joakim with Ahmed A. Omar Dharbaxo, 2006: The Predicament of the «Oday»: The role of traditional structures in security, rights, law and development in Somalia. Oxfam Novib: Danish Refugee Council.

⁹⁹ Ni le Somaliland, ni le Puntland n'ont investi dans les régions convoitées: Sool, Sanaag-Est ou Togdheer-Sud.

locales sont à l'origine de conflits et d'attaques armées entre les différents clans, rendant très difficile le maintien du droit et de l'ordre. Après que l'armée du Somaliland ait conquis Lasao, elle y a établi un système d'autorités administratives des plus élémentaires. La périphérie n'est, par contre, soumise à aucun contrôle gouvernemental.¹⁰⁰

Durant ces deux dernières années, la sécurité s'est dramatiquement détériorée au Puntland. La criminalité et l'anarchie dominent dans les zones rurales et dans certaines villes comme à Boosaaso. Les organes gouvernementaux ont perdu de plus en plus de leur influence dans les régions du nord-ouest, car le Puntland soutenait militairement le gouvernement transitoire en Somalie quand Abdullahi Yusuf était président. Cet engagement militaire en Somalie a considérablement affaibli l'économie du Puntland. En outre, le président Adde Muuse s'occupait surtout de renflouer les caisses de l'Etat en vendant des licences aux compagnies pétrolières internationales dans le Puntland plutôt que de remettre de l'ordre dans son pays. En juillet 2008, Abdullahi Yusuf, le président du gouvernement transitoire s'est rendu à Garoowe, la capitale du Puntland. Dans son discours, Abdullahi Yusuf a dit clairement que tout soulèvement au Puntland mettrait en danger la stabilité dans le nord-est de l'Etat. L'objectif des rebelles est d'annihiler le soutien du Puntland au gouvernement GTS. Et il a ajouté que, pour que la paix règne au Puntland, l'Etat devrait démontrer son pouvoir. Mais bien sûr, si le gouvernement du Puntland restait indifférent aux attaques quotidiennes, il n'avait pas à prendre de mesures de sécurité et pouvait continuer à se concentrer sur l'économie et l'exploitation de pétrole et d'huiles minérales.¹⁰¹

Le Somaliland et le Puntland se sont vus menacer par la montée en puissance des islamistes militants dans le sud et le centre de la Somalie avec les attentats à la bombe de Hargeysa et de Boosaaso en octobre 2008 et ont ainsi été confrontés à la réalité (cf. 2.2.6). Durant la période des attaques, les mesures de sécurité ont été massivement renforcées dans le centre du Somaliland et du Puntland. A Hargeysa, des checkpoints ont été érigés par la police et les militaires en novembre 2008. Le couvre-feu a été décrété et pendant un mois, il a été interdit de sortir entre neuf heures du soir et cinq heures du matin. En décembre 2008, les mesures ont été allégées à Hargeysa, mais les bâtiments du gouvernement et les bureaux des organisations internationales ont continué à être strictement surveillés.¹⁰² En outre, l'enregistrement des électeurs a dû être interrompu à cause des attentats, mais a repris en décembre 2008. (cf. 2.2.5).

4 Situation judiciaire générale

La justice peut être répartie en quatre systèmes juridiques en Somalie: le système judiciaire formel ou loi; le droit traditionnel ou droit coutumier, appelé *xeer* en Somalie; le droit islamique ou la Charia; les initiatives de la population civile ou le secteur

¹⁰⁰ Ceci est renforcé par le fait que la plupart des membres du gouvernement et des partis du Somaliland étaient bien d'accord que l'enregistrement des électeurs dans les régions convoitées Sanaag-Est, Sool et Togdheer- Sud ne pouvait avoir lieu qu'à Lasanod et autres lieux qui étaient sous contrôle de l'armée du Somaliland; entretiens personnels anonymes, décembre 2008.

¹⁰¹ Garoowe Online, 26 juillet 2008: Somalie: «Puntland Elections On Time» – Somali President, <http://allafrica.com/stories/200807280012.html>.

¹⁰² Observations de l'auteur, Hargeysa, décembre 2008.

privé.¹⁰³ Ces quatre systèmes existent bien parallèlement, mais sont souvent contradictoires. Par exemple, les lois coutumières du *xeer* sont en porte à faux avec la Charia; les lois gouvernementales ne recouvrent souvent nullement celles du *xeer* ou de la Charia. De ces quatre systèmes, le droit coutumier, *xeer*, est le plus usuel dans les régions rurales où le droit formel n'a pour ainsi dire aucune influence. En outre *xeer* est le système juridique qui s'applique le mieux.¹⁰⁴ Avec l'arrivée au pouvoir de l'UIC, la Charia a gagné en importance. Le 14 décembre 2008, Makhtar Roobow, le porte-parole d'*Al Shabaab*, a communiqué qu'*Al Shabaab* ne renoncerait pas à imposer la Charia en Somalie.¹⁰⁵ La Charia contient selon la conception islamique le châtement corporel – depuis les coups de fouet jusqu'à la lapidation.¹⁰⁶

Au Somaliland et au Puntland, des structures juridiques sont appliquées formellement, tout au moins dans les régions centrales des deux unités politiques.¹⁰⁷ Toutefois, il arrive encore aujourd'hui, dans les deux capitales Hargeysa et Garoowe que la population préfère le système non-gouvernemental (*xeer* et Charia), car le système gouvernemental (juges et avocats) manque de professionnalisme. Un autre problème qui réduit encore l'application du droit formel est que les domaines juridiques importants comme la loi sur la criminalité demeurent aujourd'hui encore ceux de la République de Somalie. Le code pénal date de 1962, mais il est toujours appliqué bien que l'Etat n'existe plus. L'application de lois obsolètes a conduit au Somaliland en 2007 à des jugements douteux dans le cas des journalistes *Haatuf* et du parti *Qaran* (cf. 2.2.2).

Dans son rapport, Le Sage (2005) présente les diverses initiatives juridiques: des chefs de guerre, de la justice privée et de la société civile qui trouvent partiellement un soutien international. Toutefois, la portée et l'imposition de telles initiatives de société civile et privées sont très limitées et fortuites.¹⁰⁸

La méfiance de la population somalienne envers la «juridiction» gouvernementale et le régime de l'Etat de droit s'explique pour les raisons suivantes: d'une part, sous le régime de Siyad Barre, les droits de l'homme ont souvent été violés et d'autre part, pendant la guerre civile, les législations que ce soit de droit public, la Charia, *xeer* ou d'autres n'ont pas été respectées. Une culture d'impunité s'était ainsi établie particulièrement dans le centre et le sud de la Somalie où les partis ennemis ne s'étaient pas réconciliés depuis 1991.¹⁰⁹ Bien que les lois existent, la poursuite pé-

¹⁰³ Le Sage, Andre, 2005: Stateless Justice in Somalia: Formal and informal rule of law initiatives, Report, Centre for Humanitarian Dialogue, p. 7.

¹⁰⁴ Le Sage, Andre, 2005: Stateless Justice in Somalia: Formal and informal rule of law initiatives, Report, Centre for Humanitarian Dialogue, p. 8.

¹⁰⁵ Saxansaxo vol 2/Issue 492, 15 décembre 2008: Afhayeenka Kooxda Xag Jirka Ah Ee Al-Shabaab Oo ShirJaraa'id Ku Soo Qaaday Xilliga Ay Joojinayaan Dagaalada Iyo Sida Ay U Arkaan Sheekh Shariif [le porte-parole du groupe extrémiste *Al-Shabaab* a communiqué quand il mettrait fin à la guerre et son point de vue sur le Cheik Sharif].

¹⁰⁶ Spiegel Online, 1^{er} novembre 2008: Steinigung in Somalia: lapidation brutale d'une victime de viol âgée de 13 ans, www.spiegel.de/panorama/justiz/0,1518,587905,00.html.

¹⁰⁷ Une bonne vue d'ensemble de la législation au Somaliland. Une traduction en anglais peut être consultée sur le site Web: www.somalilandlaw.com.

¹⁰⁸ Le Sage, Andre, 2005: Stateless Justice in Somalia: Formal and informal rule of law initiatives, Report, Centre for Humanitarian Dialogue, p. 49–52.

¹⁰⁹ Dans le dernier rapport Human Rights Watch sur la Somalie, il est écrit qu'aucun des partis en guerre ne poursuit les auteurs de crimes de guerre ou de violations aux droits de l'homme. Human Rights Watch, 8 décembre 2008: So Much to Fear: War Crimes and the Devastation of Somalia, www.hrw.org/sites/default/files/reports/somalia1208web.pdf, p. 6. Ceci vaut également pour la communauté internationale qui s'est refusée jusqu'à maintenant de condamner les auteurs de délits

nale est rare.¹¹⁰ Ceux qui ont le pouvoir, peuvent influencer sur les procès juridiques et faire jouer le «régime de l'Etat de droit» en leur faveur. Après une dizaine d'années de conflits en Somalie, l'accent est mis sur le rétablissement de la sécurité et non sur l'application du régime de l'Etat de droit.¹¹¹ Ceci concerne particulièrement la situation dans le sud et le centre de la Somalie, et aussi certaines circonscriptions du Somaliland. La population du Somaliland doit parfois accepter des décisions juridiques très douteuses du gouvernement pour préserver la paix.

5 Situation des droits de l'homme

5.1 Violation des droits de l'homme

La violation des droits de l'homme fait partie du quotidien dans le sud et le centre de la Somalie. Les auteurs de violence restent généralement impunis. Assassinats, vols, viols, torture, esclavagisme et recrutement des enfants-soldats sont en tête des violations des droits de l'homme. Ces crimes se sont multipliés lorsque la guerre civile a éclaté au début des années 1990 et ont atteint leur paroxysme en 1991/1992 avec une phase d'accalmie relative en 2004/2005. Il est clair que la violation des droits de l'homme a pris de l'ampleur avec l'invasion des troupes éthiopiennes.¹¹²

En mai 2008, Amnesty International (AI) a publié un rapport sur la violation des droits de l'homme en Somalie.¹¹³ Ce rapport parle de cas de tortures, de maltraitements graves, de viols, d'exécutions extrajudiciaires, d'arrestations arbitraires et de bavures envers la population civile. Les troupes éthiopiennes et celles du GTS sont principalement accusées de crimes comme des homicides illégaux, de viols et de pillages aussi bien que de bombardement et d'attaque de la population civile à Mogadiscio. Selon certains rapports, les soldats éthiopiens auraient égorgé un enfant ou encore tiré sur la population civile en fuite.¹¹⁴ Le rapport d'Amnesty International montre que le GTS n'a fait aucun effort pour protéger la population civile des vols, des extorsions, des violences par des groupuscules armés ou des gangsters.¹¹⁵ L'auteur de l'article mentionne que la situation s'est fortement dégradée du point de vue du respect des droits de l'homme en Somalie et que la population n'a plus d'endroit où elle se trouve en sécurité. Ceux qui essaient d'échapper à

en Somalie, y inclus le gouvernement transitoire et les fonctionnaires éthiopiens. Voir aussi: Maletta Robert, octobre 2008: Somalia: An accountability free zone? in: Humanitarian Exchange Magazine, Issue 40, www.odihpn.org/report.asp?id=2946.

¹¹⁰ Weber, Anette, 2008: State building in Somalia – challenges in a zone of crisis, in: E.-M. Bruchhaus and M. Sommer (edp.): Hot Spot Horn of Africa Revisited, Lit Verlag: Hamburg, p. 14–27, p. 22.

¹¹¹ Le Sage, Andre, 2005: Stateless Justice in Somalia: Formal and informal rule of law initiatives, Report, Centre for Humanitarian Dialogue, p. 9.

¹¹² Mail and Guardian Online, 7 décembre 2007: UN alarmed by widespread rape in Mogadishu, www.mg.co.za/article/2007-12-07-un-alarmed-by-widespread-rape-in-mogadishu; ReliefWeb, 16 août 2007: Somalia: Increased sexual violence raises HIV concerns, www.reliefweb.int/rw/RWB.NSF/db900SID/EMAE-765PG2?OpenDocument.

¹¹³ Amnesty International, 6 mai 2008: Routinely Targeted: Attacks on civilians in Somalia.

¹¹⁴ Amnesty International, 2008: Routinely Targeted: Attacks on civilians in Somalia, p. 8–13 et 18.

¹¹⁵ Amnesty International, 2008: Routinely Targeted: Attacks on civilians in Somali, p. 2.

la violence à Mogadiscio sont menacés d'être dépouillés, violés ou tués aussi bien sur les routes vers le nord (Puntland) que vers l'ouest (Affgooye et Baidhabo).¹¹⁶

Dans son rapport au Conseil de sécurité de l'ONU, le Secrétaire général de l'ONU écrit le 7 novembre 2007 au paragraphe 55 que les droits de l'homme et le droit humanitaire international n'étaient pas respectés à Mogadiscio. Il a ajouté que la Somalie était inondée d'armes et que la population civile était régulièrement encerclée dans les régions en guerre, car tous les groupuscules armés, en particulier à Mogadiscio, ne faisaient aucune différence entre population civile et combattants. Au paragraphe 79, il insiste sur le fait que des viols et autres actes de violence sexuelle et d'ordre sexuel sont commis par les belligérants et par d'autres groupes à Mogadiscio. Dans un précédent rapport en date du 25 juin 2007, le Secrétaire général note au paragraphe 63 que les actes de discrimination et les sévices pratiqués par des groupes marginaux et des minorités se poursuivent,¹¹⁷ que les femmes et les jeunes filles sont maltraitées et exploitées et que les enfants continuent à être recrutés pour faire la guerre.¹¹⁸

En août 2007, des fonctionnaires de l'ONU et des collaborateurs des organisations humanitaires confirment qu'il y a une recrudescence de la violence en Somalie et que les femmes et les jeunes filles sont de plus en plus fréquemment violentées et donc que le risque de propagation du virus du sida a augmenté.¹¹⁹ En décembre 2007, un collaborateur de l'UNICEF témoigne que l'intensité et la forme des actes de violence envers la population civile ont augmenté, et qu'ils atteignent une intensité encore jamais vue. En outre, il rapporte plusieurs cas de femmes qui ont été violentées en plein jour aux checkpoints. Des enfants soldats sont recrutés par les milices du gouvernement aussi bien que par les rebelles islamistes et deviennent de ce fait une cible légitime dans le conflit.¹²⁰

Dans son rapport du 16 juillet 2008 et dans celui du 17 novembre 2008, le Secrétaire général de l'ONU souligne que la situation des droits de l'homme en Somalie s'est encore profondément dégradée et que les attaques envers la population civile,

¹¹⁶ Amnesty International, 2008: *Routinely Targeted: Attacks on civilians in Somalia*, p. 2 et 4.

¹¹⁷ Selon Barnes (2007), depuis l'effondrement de l'Etat somalien en 1991, aucune catégorie de la population en Somalie n'a échappé à la discrimination et à la persécution. Cependant, certains groupes sont nettement plus touchés par le conflit que d'autres. Ce sont surtout les groupes minoritaires disséminés dans tout le pays qui, eux, ne peuvent coopérer avec d'autres groupes (Barnes, Cedric, août 2007: *Country Report Somalia*, p. 26). Sont particulièrement en danger, les minorités *Jareer*, Bantu, Asharaf et autres minorités qui sont sises sur la côte de Benaadir dans le sud de la Somalie et que les clans dominants ne reconnaissent pas comme de «purs» Somaliens. Ces minorités sont opprimées et brutalisées par les milices des grandes familles claniques comme comme Hawiye et Darood. Se reporter pour une vue d'ensemble des groupes minoritaires dans le sud et le centre de la Somalie au rapport «Minority Groups in Somalia», Report of the Joint British, Danish and Dutch fact-finding mission to Nairobi, Kenya, 17–24 septembre 2000. De nombreux membres des minorités ont été expulsés à l'interne en Somalie ou ont fui dans un pays limitrophe et même plus loin. Mais quelques membres des minorités dans le sud et le centre de la Somalie sont restés, car ils n'avaient pas les moyens de fuir.

¹¹⁸ Il semble que les islamistes militants recrutent de plus en plus des jeunes hommes et d'adolescents dans le sud et le centre de la Somalie. Des gangs armés et des seigneurs de la guerre des milices claniques ont enlevé à plusieurs reprises des hommes, des femmes et des enfants et les ont réduits à l'esclavage. Ces personnes sont obligées de travailler dans des plantations, des camps des milices et/ou comme esclaves du sexe. Entretiens personnels avec plusieurs réfugiés somaliens en Grande-Bretagne. Janvier 2007 à octobre 2008.

¹¹⁹ ReliefWeb, 16 août 2007: *Somalia: Increased sexual violence raises HIV concerns*, source Internet: www.reliefweb.int/rw/RWB.NSF/db900SID/EMAE-765PG2?OpenDocument.

¹²⁰ Mail and Guardian Online, 7 décembre 2007: *UN alarmed by widespread rape in Mogadishu*. source Internet: www.mg.co.za/article/2007-12-07-un-alarmed-by-widespread-rape-in-mogadishu.

surtout envers les femmes et les enfants, ont sérieusement augmenté.¹²¹ Dans son rapport du 16 juillet 2008, il confirme qu'aussi bien du côté des troupes du gouvernement transitoire soutenues par l'Éthiopie que du côté des militants islamistes et des milices claniques dans les villes habitées par la population civile, l'artillerie lourde est utilisée et que des douzaines de civils ont été tués ou blessés (paragraphe 56).

Le 8 décembre 2008, «Human Rights Watch» (HRW) a publié un nouveau rapport sur la situation des droits de l'homme en Somalie.¹²² Ce rapport confirme que beaucoup de sang a coulé ces deux dernières années et que les saccages ont eu des répercussions catastrophiques sur la population civile, et que de plus, la capitale, Mogadiscio, a été quasiment détruite. Tous les partis en conflit, les troupes éthiopiennes, les forces armées du gouvernement transitoire ainsi que leurs adversaires, enfreignaient les lois sans être punis si bien que la population civile subissait les conséquences de ce conflit. Dans ce même rapport, il est mentionné que les deux dernières années de guerre ne pouvaient être considérées comme une simple poursuite de l'histoire tragique de la Somalie, mais que la catastrophe due au non respect des droits de l'homme et à la catastrophe humanitaire menaçait la vie et les conditions d'existence de millions de Somaliennes et de Somaliens d'une ampleur que l'on n'avait plus rencontrée depuis 1990.¹²³ Les forces de sécurité et les milices terrorisaient la population en tuant, violant, pillant et en exerçant des attaques à main armée. Les rebelles intimidaient leurs détracteurs ou les collaborateurs du GTS – même s'ils n'exerçaient qu'une activité subalterne – par des menaces de mort et des crimes ciblés. Les soldats éthiopiens stationnés en Somalie étaient de plus en plus fréquemment rendus responsables d'actes de violence. Comme les forces de la police du GTS étaient souvent impliquées dans des délits graves tels l'arrestation de civils avec demande de rançon à leur famille, il était impossible aux victimes de ces actes de violence de porter plainte.¹²⁴ Finalement, le rapport HWR contient des récits détaillés de témoins oculaires de violations des droits de l'homme.

La situation des droits de l'homme au Somaliland et au Puntland ne peut être comparée avec la situation terrifiante dans le sud et le centre de la Somalie. Malgré tout, dans toute la Somalie, et aussi dans les régions du nord, des actes de violences sexuelles et de discrimination des minorités sont perpétrés. Les femmes n'ont pour ainsi dire aucun droit de parole dans les affaires politiques et leur statut social est nettement inférieur à celui des hommes. Les jeunes filles et les femmes de condition inférieure ou de familles en exode sont souvent victimes de viols et sont exploitées. A cause de leur statut social inférieur, elles ne peuvent rarement porter plainte.¹²⁵ Dans le nord, les minorités comme les Midgan et les Yivbir (connues également sous le nom de Madiban ou Gaboye) sont opprimées aussi bien économi-

¹²¹ Rapport du Secrétaire général sur la situation en Somalie, 16 juillet 2008, paragraphe 55; Rapport du Secrétaire général sur la situation en Somalie, 17 novembre 2008, paragraphe 78.

¹²² Rapport du Secrétaire général sur la situation en Somalie, 17 novembre 2008, paragraphe 78.

¹²³ Human Rights Watch, 8 décembre 2008: So Much to Fear: War Crimes and the Devastation of Somalia, www.hrw.org/sites/default/files/reports/somalia1208web.pdf, p. 3.

¹²⁴ Human Rights Watch, 8 décembre 2008: So Much to Fear: War Crimes and the Devastation of Somalia, www.hrw.org/sites/default/files/reports/somalia1208web.pdf, p. 4.

¹²⁵ Entretien personnel avec un chercheur d'une organisation internationale qui a étudié le thème HIV/SIDA en Somalie, Somaliland et Puntland, Hargeysa, décembre 2008.

quement que socialement. Elles n'ont pas le droit d'exercer des activités artisanales et sont sujettes à des brimades des membres des clans majoritaires.¹²⁶

5.2 Liberté des médias

Depuis la reprise des combats dans le sud et le centre de la Somalie en 2006, plusieurs journalistes de renom ont été tués.¹²⁷ En 2007, la situation s'est rapidement détériorée. Sept journalistes ont été assassinés; d'autres ont été victimes d'attentats à la bombe, attaqués ou blessés: quelques agences de presse ont été attaquées par des troupes du gouvernement et fermées, du moins provisoirement.¹²⁸ Au Somaliland et au Puntland, la situation est toute différente. Au Somaliland, différents médias indépendants informent la population sur les événements dans le pays et à l'étranger. Les deux quotidiens indépendants *Haatuf* et *Jamhuuriya* qui sont édités à Hargeysa ne manquent pas de critiquer l'abus de pouvoir et la corruption des fonctionnaires du Somaliland et de l'élite. Comme mentionné ci-dessus (2.2.2), le gouvernement a pris des mesures récemment contre des médias «trop libres».¹²⁹ Au Puntland, il y a diverses stations de radio et de télévision, mais peu de quotidiens. Il arrive aussi, comme au Somaliland, que des journalistes soient arrêtés et emprisonnés pour une courte période. De manière générale, il y a un plus haut degré de liberté d'expression.

6 Situation humanitaire

Dans son rapport du 16 juillet 2008 sur la situation en Somalie, le Secrétaire général de l'ONU écrit au paragraphe 13 que dans une grande partie du pays les services sociaux ne fonctionnent plus. Sans les fonds envoyés par les familles et les parents vivant à l'étranger, la majorité des Somaliens se retrouverait sans aucun moyen de subsistance. Selon le Secrétaire général, la situation humanitaire s'est détériorée dramatiquement et rapidement en raison du conflit persistant, de l'augmentation des prix des denrées alimentaires, du prolongement de la sécheresse qui a touché une grande partie du centre de la Somalie, de l'insuffisance des précipitations lors de la saison des pluies et de l'accroissement de l'insécurité (paragraphe 50). Il ajoute que près de 750 000 personnes auraient fui Mogadiscio *rien qu'au cours des trois derniers mois* (de mai à juillet 2008) (paragraphe 50). Au paragraphe 52, il explique que les personnes qui ont dû fuir à cause des récents conflits vivent dans une situation précaire sans accès aux prestations de services les plus élémentaires. Pour les HRW et les autres organisations humanitaires, la Somalie est devenue un cauchemar humanitaire et il faudrait d'énormes quantités de dons humanitaires. On estime

¹²⁶ Observations de l'auteur pendant un séjour sur le terrain au Somaliland et au Puntland de septembre 2003 à novembre 2004 ainsi qu'en Hargeysa, en décembre 2008.

¹²⁷ Actualisation en anglais sur la liberté de la presse et sur la situation des journalistes en Somalie sur le site Web de l'Union nationale des journalistes somaliens (www.nusoj.org/).

¹²⁸ CPJ (Committee to protect journalists) (2007): *Attacks on the Press in 2007*, www.cpj.org/attacks07/pages07/index.html.

¹²⁹ Hoehne, Markus V., 2008: *Newspapers in Hargeysa: Freedom of speech in post-conflict Somaliland*, *Afrika Spectrum*, 43/1, p. 91–114.

que plus de 3.5 millions de Somaliens, soit 40 % de la population du sud et du centre de la Somalie, auront besoin d'une aide humanitaire à la fin 2008.¹³⁰

Les régions du sud et du centre de la Somalie qui vivaient en paix par intermittence ainsi que les entités paisibles du Somaliland et du Puntland sont submergées par le flux de personnes déplacées à l'intérieur (*Internally Displaced Persons*, abréviation IDPs) provenant des zones en guerre, tout particulièrement de Mogadiscio. Cependant la fuite à l'intérieur des frontières de Somalie ne signifie pas la fin des souffrances pour de nombreux réfugiés. Arrivés dans un camp pour réfugiés, ils continuent à être menacés par la violence. Ils manquent, en outre, de produits de première nécessité comme de l'eau potable, une aide médicale et suffisamment de denrées alimentaires. De plus, les interventions humanitaires sont régulièrement bloquées par les divers partis en conflit et par des bandes de malfaiteurs.¹³¹ La situation à Hargeysa est particulièrement difficile pour les personnes déplacées à l'intérieur, car le Somaliland n'est pas reconnu en tant qu'Etat au niveau international. Alors que les nouveaux arrivés du centre et du sud de la Somalie sont considérés par le gouvernement du Somaliland comme des réfugiés, les organisations internationales d'entraide les considèrent comme des personnes déplacées à l'intérieur. Outre ce statut contradictoire, il manque au Somaliland les ressources financières et les biens matériels pour soutenir les Somaliennes et les Somaliens déplacés. Bien que le gouvernement du Somaliland n'accepte officiellement aucun réfugié de Somalie, ils sont pourtant des milliers à arriver au Somaliland, particulièrement à Hargeysa.¹³²

Selon *Médecins sans frontières*, la situation des personnes déplacées internes du sud et du centre de la Somalie s'aggrave également au Puntland, à cause d'une insécurité croissante et de conditions de vie précaires. De nombreux réfugiés essaient de fuir leur situation désespérée en embarquant pour le Yémen dans des bateaux de trafiquants. Mais ils sont souvent exploités par les trafiquants ou meurent pendant le voyage.¹³³

Les soins médicaux sont en général très mauvais en Somalie. Les grandes villes (Hargeysa au Somaliland; Gaalkacyo, Garoowe et Boosaaso au Puntland et dans le sud de la Somalie) disposent d'installations médicales élémentaires. Cependant, la majorité de la population n'y a pas accès, car les coûts des traitements médicaux et des médicaments doivent être pris en charge par les malades eux-mêmes. De plus, certains problèmes de santé comme par exemple, les maladies psychiques sont traitées par un cheik ou un des membres de sa famille. Il arrive fréquemment que les malades psychiques soient séquestrés à la maison. La Somalie a bien des cliniques psychiatriques, mais elles ne peuvent être comparées à des cliniques des pays occidentaux. Elles ressemblent plutôt à des «prisons» où l'on administre au patient

¹³⁰ Human Rights Watch, 8 décembre 2008: So Much to Fear: War Crimes and the Devastation of Somalia, www.hrw.org/sites/default/files/reports/somalia1208web.pdf, p. 5; Menkhaus, Ken, 2008: Somalia: A country in peril, a policy nightmare, ENOUGH Strategy Paper (September 2008), p. 4; Duplat, Patrick and Jake Kurtzer, 19 novembre 2008: Somalia: Policy Overhaul Required, Refugees International, www.refugeesinternational.org/policy/field-report/somalia-policy-overhaul-required.

¹³¹ Amnesty International, 2008: Routinely Targeted: Attacks on civilians in Somalia, p. 2.

¹³² Amnesty International, 2008: Routinely Targeted: Attacks on civilians in Somalia, p. 22.

¹³³ *Médecins Sans Frontières*, juin 2008: Somali and Ethiopian refugees, asylum seekers and migrants crossing the Gulf of Aden.

des tranquillisants à haute dose et où il est traité selon des méthodes archaïques. Il arrive même que les patients soient enchaînés au mur.¹³⁴

7 Annexe



Carte I: Somalie, politique, source Internet: [http://memory.loc.gov/cgi-bin/query/h?ammem/gmd:@field\(NUMBER+@band\(G8350+CT001671\)\)](http://memory.loc.gov/cgi-bin/query/h?ammem/gmd:@field(NUMBER+@band(G8350+CT001671))).

¹³⁴ Observations personnelles, Hargeisa, janvier 2004 et décembre 2008.



Carte II: répartition politique dans le nord de la Somalie (Somaliland et Puntland).